

antiane éco

la revue économique et sociale
des antilles guyane

N°71

L'année économique et sociale 2008 en Martinique

- Synthèse régionale**
2 2008 : l'année de la récession
- Actualités**
3 2008 en quelques dates
- Contexte national et international**
4 La crise financière
atteint l'économie mondiale
- Commerce extérieur**
6 Le déficit se creuse
- Épargne-crédit**
8 Moins de crédits pour l'habitat
- Prix de détail**
12 L'inflation se confirme
- Création d'entreprise**
14 Moins de créations dans
le commerce et la construction
- Agriculture**
16 Production en baisse et intrants
plus chers
- Transport aérien**
20 Moins de passagers et moins de fret
- Tourisme**
22 Fréquentation globale stable
mais année noire pour l'hôtellerie
- Automobile**
26 Le neuf en repli,
l'occasion en stagnation
- Emploi-Chômage**
28 Moins d'emplois et plus de chômage :
les femmes paient le prix fort de
la dégradation du marché du travail
30 Moins d'offres, plus de demandes
- Enseignement**
32 De moins en moins d'élèves
- Santé**
36 Dépenses en hausse
pour les honoraires médicaux
- Démographie**
38 Toujours plus de naissances
que de décès
- Solidarité**
40 Moins d'allocataires du RMI,
plus d'allocations logement

Édito

Avec un PIB en baisse de 0,3%, la Martinique est entrée en recession au cours de l'année 2008.

Cette crise, dont les prémices se faisaient sentir depuis 2005, se diffuse de façon indifférenciée à tous les secteurs économiques mais touche de façon particulièrement sévère les populations les plus fragiles.

En dresser le bilan permet de mieux comprendre les origines de la situation actuelle et notamment les mouvements sociaux du début de l'année 2009.

Ce numéro de l'Année Économique et Sociale est, comme les précédents, le fruit d'un partenariat toujours plus intense, renforcé cette année par notre volonté de sortir cette publication dès la fin du premier semestre 2009.

Ce pari n'a pu être gagné que grâce à l'engagement de l'ensemble de nos contributeurs auxquels j'adresse mes plus vifs remerciements.

Je m'associe à tous les auteurs de cette « Année Économique et Sociale 2008 en Martinique » :

- M. Bertrand Aumand, de la *Direction de l'Agriculture et de la Forêt de Martinique*,
- Mme Pascale Marie-Claire, de la *Chambre de Commerce et d'Industrie de la Martinique*,
- Mme Cynthia-Sabine Haral, du *Rectorat de l'Académie de Martinique*,
- M. Hermann Henry de la *Direction de la Santé et du Développement Social (DSDS)*
- M. Bruno Marquès, du *Comité Martiniquais du Tourisme*,
- M. Reynald Mathieu, de l'*IEDOM*,
- M. Dominique Lavater, de la *Caisse d'Allocation Familiale de Martinique*,
- Mmes Armelle Bolusset, Hélène Chesnel, Sandrine Coupin, Florence Frenet, Laureen Kali, Emmanuelle Mathos, Joëlle Nacitas, Monette Polomack, Joëlle Robert, MM. Ali Benhaddouche, Gérard Forgeot, Hugues Horatius-Clovis, Hervé Le Grand, Guy Mystille et Xavier Paraire de l'*Insee*.

pour vous en souhaiter une bonne lecture.

Georges PARA

2008 : l'année de la récession

Si l'économie martiniquaise s'est rapidement relevée du passage du cyclone DEAN, comme en témoigne la reprise des exportations de banane, la crise économique mondiale révèle ses fragilités et sa dépendance vis-à-vis de l'extérieur.

La hausse du prix des intrants de l'agriculture et de l'industrie a creusé le déficit commercial, et rendu les productions locales moins compétitives vis-à-vis des importations. Il s'ensuit une progression de l'indice des prix à la consommation plus rapide qu'en 2007, notamment pour les produits alimentaires.

Le ralentissement économique international s'observe également sur le tourisme : le nombre des arrivées de touristes de séjour est en diminution sensible. L'activité de la plateforme aéroportuaire s'en ressent, surtout sur les liaisons transatlantiques, d'autant que le fret commercial est également en baisse. Le taux d'occupation des hôtels diminue aussi fortement, notamment au sein des grands établissements.

La contraction de l'offre de crédit au niveau mondial, suite à la crise des « subprimes », a eu peu de conséquences localement. Cependant, les crédits octroyés par le système bancaire aux ménages ou aux entreprises augmentent faiblement. La progression record des dépôts des ménages sur les livrets A et assimilés est révéla-

trice de leur volonté de se constituer une épargne de précaution. La diminution du nombre d'immatriculations automobiles par rapport à 2007, sur le neuf comme sur l'occasion confirme que la consommation n'est pas la priorité des ménages en 2008.

Car la situation sur le front de l'emploi ne prête pas à l'optimisme. Le nombre de demandeurs d'emplois enregistrés au pôle emploi est en augmentation pour la première fois depuis 2004. Le taux de chômage au sens du Bureau International du Travail repart également à la hausse. Les catégories traditionnellement les plus fragiles sur le marché du travail, à savoir les femmes, les jeunes, et dans une moindre mesure les seniors, supportent le gros du ralentissement économique.

Outre la conjoncture peu favorable, la Martinique doit également faire face à des évolutions structurelles qui lui sont propres. Le vieillissement de la population conduit mécaniquement à une diminution du nombre d'actifs, et à une progression des dépenses de santé par habitant plus rapide qu'en France métropolitaine, même si elles demeurent inférieures. Une diminution sensible du nombre d'élèves dans le 1^{er} et 2nd degré est également observée depuis 1998.

Les acteurs économiques de la Martinique prennent progressivement conscience de ces changements. Les créations d'entreprise sont de moindre ampleur en 2008, mais s'opèrent davantage dans des secteurs qui permettent de gagner en auto-suffisance, comme l'agro-alimentaire. De même, le fort taux de création dans les services à la personne permet entre

autres de répondre au vieillissement de la population. Malgré la diminution des effectifs scolarisés, de plus en plus d'élèves s'orientent dans les seconds cycles professionnels afin de pouvoir répondre aux besoins du système productif.

Les responsables du tourisme s'adaptent également à la nouvelle donne. Ainsi dans le secteur hôtelier, la grande hôtellerie cible davantage la clientèle internationale, tandis que la petite et moyenne tente de mieux répondre aux exigences de la clientèle locale. La baisse du nombre de touristes de séjour est pour partie compensée par la recherche d'autres clientèles, notamment maritime. Enfin, des investissements importants ont été consentis au niveau de la plateforme aéroportuaire afin de conserver une infrastructure performante.

Le secteur agricole a aussi pris la mesure des changements tant législatifs que concurrentiels auxquels il doit faire face. Il s'y prépare d'ores et déjà par exemple en optant pour des techniques de production utilisant moins de pesticides, ou en investissant dans des mûrissières pour la banane en France métropolitaine.

Dans cette conjoncture difficile, la solidarité demeure primordiale. Si globalement le nombre d'allocataires diminue suite notamment aux évolutions démographiques, le nombre de bénéficiaires de l'allocation logement augmente sensiblement, et près du tiers des allocataires ne bénéficie en 2008 d'aucune autre ressource que celles versées par la CAF.

Gérard FORGEOT

2008 en quelques dates

6 janvier

Le premier ministre François Fillon rencontre les élus politiques. Il a défini le principe d'un développement autonome sans changement institutionnel.

18 janvier

1 219 contrats aidés arrivent à expiration à la fin du mois.

23 janvier

Présentation à la Préfecture du plan chlordécone.

24 janvier

L'institut de formation aux métiers éducatifs et sociaux et le centre de formation des apprentis de Ducos sont mis en redressement judiciaire.

18 mars

Dix nouveaux maires ont été élus aux élections municipales, dont une femme au Morne Rouge.

29 mars

La compagnie aérienne «Delta Airlines» arrête ses vols entre la Martinique et les Etats-unis.

18 avril

La Martinique pleure la disparition d'Aimé Césaire.

16 mai

Après sa visite aux Antilles, Yves Jégo remet en cause la gestion de l'aide aux voyages aériens par le Conseil régional.

23 juin

Réduction des effectifs de l'armée. A la Martinique sont notamment concernés les deux régiments du service militaire adapté (RSMA).

2 juillet

La première centrale photovoltaïque a été inaugurée. Située à Morne Dillon, sa production est équivalente à la consommation en électricité de 300 foyers.

10 juillet

Les chefs d'entreprise remettent en cause les propositions du gouvernement sur le projet de loi pour le développement économique.

16 septembre

Air Caraïbes commande 3 airbus A350.

3 octobre

L'analyse financière des comptes des communes révèle une gestion financière correcte, mais un endettement important et croissant.

5 novembre

Les négociations sur le prix des billets d'avion se poursuivent entre les compagnies et le gouvernement.

18 novembre

Naissance du réseau rural afin de favoriser le développement durable.

1 décembre

Baisse du prix des carburants suite à la grève menée en Guyane.

4 décembre

Ouverture du centre commercial Perrinon au centre ville de Fort-de-France.

18 décembre

Le congrès des élus (Conseil général et régional) aborde la question statutaire.

Monette POLOMACK

La crise financière atteint l'économie mondiale

Le ralentissement de la croissance mondiale amorcé en 2007 s'est transformé en récession à partir de septembre 2008. Tous les pays sont concernés et la récession devrait se confirmer en 2009. La France est touchée par la crise comme ses principaux partenaires commerciaux. Seuls, les pays émergents devraient conserver une croissance positive en 2009. La région Caraïbe pourrait être pénalisée par le recul prévisible du tourisme. Les prix des matières premières, très volatils en 2008, devraient se stabiliser à un niveau modéré par le recul de la demande mondiale.

Au quatrième trimestre 2008, le produit intérieur brut des économies avancées s'est fortement contracté (-1,8%). Les débouchés se sont réduits partout et les entreprises ont ajusté leur production et leurs stocks à la baisse de la demande. Le recul général de la demande a entraîné une baisse des prix des produits pétroliers. Le net repli de l'inflation qui a suivi, a joué un rôle amortisseur dans la crise. Sur l'ensemble de l'année 2008, la croissance mondiale est limitée à 3,2% contre 5,2% en 2007. La crise financière n'est pas totalement résorbée. Les actifs d'origine américaine passés en pertes et profits par l'ensemble des institutions financières au cours de la période 2007-2010 sont évalués à 2 700 milliards de dollars.

Dans la zone euro, l'activité a chuté au quatrième trimestre 2008 (-1,5%). La production a diminué dans l'industrie (-4,5%) et dans la construction (-2,6%).

Le recul de la demande influe sur les prix

Les cours des matières premières ont nettement chuté par rapport aux pics du milieu d'année, causant des pertes de revenus particulièrement lourdes aux pays exportateurs de matières premières. Le prix du pétrole, en particulier, a fortement baissé au quatrième trimestre. Le baril de Brent à 40\$ en moyenne au mois de décembre a été divisé par trois (120\$ en juillet).

La récession s'installe en 2009

Croissance du PIB en 2007 et 2008, projections pour 2009 et 2010

Unité : %	2007	2008	prévisions	
			2009	2010
Monde	5,2	3,2	-1,3	1,9
Économies avancées, dont :	2,7	0,9	-3,8	0,0
Etats Unis	2,0	1,1	-2,8	0,0
Zone Euro, dont :	2,7	0,9	-4,2	-0,4
France	2,1	0,7	-2,9	0,4
Allemagne	2,5	1,3	-5,6	-1,0
Japon	2,4	-0,6	-6,2	0,5
Pays émergents ou en développement, dont :	8,3	6,1	1,6	4,0
Afrique	6,2	5,2	2,0	3,9
Asie	10,6	7,7	4,8	6,1
Chine	13,0	9,0	6,5	7,5
Inde	9,3	7,3	4,5	5,6
Amérique Latine - Caraïbes, dont :	5,7	4,2	-1,5	1,6
Brésil	5,7	5,1	-1,3	2,2
Mexique	3,3	1,3	-3,7	1,0
Vénézuéla	8,4	4,8	-2,2	-0,5
Amerique Centrale ¹	6,9	4,3	1,1	1,8
Caraïbes ²	5,8	3,0	-0,2	1,5
République Dominicaine	8,5	4,8	0,5	2,0
Haïti	3,4	1,3	1,0	2,0
Suriname	5,5	6,5	2,8	2,5
Trinidad et Tobago	5,5	3,4	0,5	2,0
ECCU ³	5,2	1,8	-2,4	-0,1

Sources : FMI, World Economic Outlook, avril 2009 ; Insee, note de conjoncture pour la France (prévision 2009)

¹ Costa Rica, Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama

² Bahamas, Barbade, Belize, République Dominicaine, Guyana, Haïti, Jamaïque, Suriname, Trinidad et Tobago

³ Union monétaire la Caraïbe orientale (Eastern Caribbean Currency Union) : Dominique, Sainte-Lucie, Antigua et Barbuda, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint Vincent et les Grenadines, Grenade

La crise des subprimes : de la crise financière à la crise économique

La crise financière s'est amorcée en 2007 aux États-Unis sur le marché des prêts hypothécaires aux emprunteurs les plus risqués (prêts Subprimes).

Puis, elle s'est transmise à l'économie réelle par trois canaux principaux.

D'abord, la crise financière a entraîné une crise de confiance qui touche l'ensemble des agents économiques : les banques hésitent à se prêter entre elles, tandis que les ménages, par crainte du chômage, accroissent leur épargne de précaution.

Ensuite, l'accès au crédit est devenu plus coûteux et difficile : les prêteurs, confrontés à un risque de défaut accru, font payer plus cher les emprunteurs, voire refusent de leur prêter. Restriction de crédit et crise de confiance ont un impact particulièrement négatif sur l'investissement des ménages et des entreprises.

Enfin, la baisse de la demande entraîne une contraction du commerce mondial, propageant la crise à l'ensemble de l'économie mondiale. En retour, la dégradation de l'économie réelle entretient la crise financière. C'est le cas en particulier de la baisse des prix dans l'immobilier sur le marché américain qui nourrit la crise des subprimes.

La France en récession, comme ses principaux partenaires

En 2008, le produit intérieur brut a progressé de 0,4% en moyenne annuelle après +2,3% en 2007 et +2,2% en 2006. Le ralentissement à l'œuvre depuis l'été 2007 s'est transformé en France en un repli modéré de l'activité au troisième trimestre 2008 (-0,3% du PIB), puis en un net recul de l'activité au quatrième trimestre (-1,2% du PIB).

Le regain de tensions financières qu'a entraîné la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers a durci les conditions de financement et a entraîné un accroissement généralisé de l'aversion au risque.

Les entreprises ont été poussées à couper les dépenses d'investissement et à réduire fortement leurs stocks.

La récession devrait se prolonger au premier semestre 2009. Le climat des affaires s'est à nouveau dégradé en février 2009 et atteint désormais un niveau historiquement bas. L'activité devrait se replier au premier trimestre 2009 en France (-1,5%) comme dans l'ensemble des économies avancées (-1,5%). En 2008, le chômage a repris sa progression en France métropolitaine au cours du 4^{ème} trimestre, passant de 7,2% à 7,8% de la population active. Il a également progressé en Martinique (de 21,2% à 22%) et en Guyane (de 20,3% à 21,8%) et a diminué en Guadeloupe (22,7% à 22%). La hausse du chômage s'accentuerait en France métropolitaine en 2009 avec un taux de chômage prévu à 8,8% au deuxième trimestre 2009. Aux Antilles, l'impact des conflits sociaux de janvier et février pèsera sur l'activité et sur l'emploi.

Le tourisme touché dans la région Caraïbe

En 2008, le PIB des pays de la Caraïbe a progressé de 3,0% contre 5,8% en 2007. Mais, la crise financière s'est rapidement propagée après la mi-septembre 2008 aux marchés de la zone Caraïbe, région qui reste économiquement liée aux États-Unis (commerce, flux financiers et transferts de fonds). Les trois piliers de l'économie des pays de la Caraïbe sont impactés par la crise. Le recul de l'activité dans les pays avancés, en particulier aux États-Unis a diminué la demande de produits d'exportation, a réduit le tourisme et a diminué les transferts de fonds des travailleurs immigrés.

La baisse des prix des matières premières constatée depuis le second semestre 2008 a limité les revenus du Venezuela et de Trinidad et Tobago, principaux exportateurs de matières premières dans la région, mais a également joué un rôle d'amortisseur de la crise pour les pays importateurs de matières premières. L'envolée des prix des denrées alimentaires constatée au cours du premier semestre avait particulièrement touché les populations les plus pauvres, contribuant notamment à déclencher une crise politique en Haïti. Le Brésil et le Suriname ont été touchés par la baisse des cours des matières premières. La dépréciation du Real Brésilien a absorbé en partie les effets de la crise grâce à une inflation maîtrisée (+5,7% en 2008).

Hervé LE GRAND

Pour en savoir plus :

Fonds Monétaire International

- *Regional Economic Outlook: Western Hemisphere*, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/reo/2009/WHD/ENG/wreo0509.htm>
- *World Economic Outlook (WEO)*, avril 2009, <http://www.imf.org/external/pubs/ft/weo/2009/01/index.htm>

Insee :

- *note de conjoncture*, "La récession se prolonge", mars 2009, http://www.insee.fr/fr/themes/theme.asp?theme=17&sous_theme=3&page=note.htm
- *Les comptes de la nation en 2008*, Insee Première n°1236, mai 2009



Le déficit se creuse

Sorti d'un contexte climatique peu favorable, le commerce extérieur de la Martinique tend à se relever. Les exportations progressent de 9% en 2008, grâce aux ventes du secteur de l'énergie et au redressement de la filière banane. Les importations augmentent également de 9% portées par la demande de biens intermédiaires. Le déficit commercial se creuse pour atteindre 2,4 milliards d'euros en 2008 et le taux de couverture de 13% demeure faible.

Après une année 2007 morose, le commerce extérieur de la Martinique affiche une nette hausse de ses échanges en 2008.

Ses exportations atteignent 367 millions d'euros, en hausse de +9,2% après l'important recul de 2007 (-31%). Ces résultats sont liés à une reprise des ventes de l'énergie et de l'agriculture, alors que celles des biens d'équipement et des produits agroalimentaires reculent.

Parallèlement, les importations progressent d'autant (+9,5%) pour atteindre 2,8 milliards d'euros. Cette hausse résulte notamment de la croissance des achats de l'énergie, et de biens intermédiaires.

Au final, la Martinique creuse le déséquilibre de sa balance commerciale, de 2,4 milliards d'euros, en hausse de 9,5%. Le taux de couverture s'établit à 13,3% en 2008, constant par rapport à 2007.

Le retour des exportations agricoles

La Martinique exporte essentiellement de l'énergie (58%), de l'agroalimentaire (14%), et des produits agricoles (principalement des bananes : 12% en 2008 après 5% en 2007). Les biens d'équipement ne représentent plus que 6% des ventes en 2008 contre 17% en 2007.

En 2008, la dynamique des exportations de la Martinique est soutenue par un rapide retour à la hausse des ventes du secteur de l'énergie (+35%). Ainsi, le raffinage de pétrole demeure l'activité qui contribue le plus à la croissance des ventes sur le marché extérieur. En particulier, la Martinique fournit désormais la Guyane en pétrole raffiné, pour un montant de 17 millions d'euros, soit 8% des ventes. La Guadeloupe reste toutefois le principal client, puisque 85% des exportations d'énergie lui sont destinées.

Les exportations agricoles se redressent en 2008

Évolution des exportations par secteur d'activité en Martinique pour l'année 2008

Unité : %

	2007	2008
Agriculture, sylviculture, pêche	-74	146
Industrie agroalimentaire	1	-20
Industrie automobile	6	-19
Industries des biens d'équipement	124	-62
Industries des biens intermédiaires	22	2
Énergie	-47	35
Total	-31	9

Source : Douanes, calculs Insee



Hors énergie, les exportations de la Martinique s'élèvent à 154 millions d'euros.

S'agissant des produits agricoles, les évolutions font état d'un spectaculaire rattrapage des ventes (+146% en 2008) après la chute post-Dean de 2007. En 2008, les ventes s'élèvent à 43,3 millions d'euros, dont 42,9 millions de ventes de bananes (+159%). Ces produits sont presque exclusivement destinés au marché de France métropolitaine.

Ces évolutions favorables font contre-poids au recul des exportations de l'industrie des biens d'équipement (-62% en 2008) et de l'agroalimentaire (-20% en 2008). Les ventes de biens d'équipement reculent à 22 millions (après 58 millions en 2007). Elles recouvrent principalement des réexpéditions de machines et de bateaux vers la France, les États-Unis, le Canada, et des expéditions vers la Guadeloupe et la Guyane.

Au total, les ventes destinées à la Guadeloupe et à la Métropole augmentent respectivement de 12% et 21%. Elles s'accompagnent d'une chute de 76% des expéditions de la

Martinique vers les pays membres de l'Union européenne due principalement à une baisse des réexpéditions de matériels aéronautiques, de composants électroniques vers la Suède, l'Espagne, le Royaume-Uni et l'Autriche.

Un regain de croissance des importations

Les importations martiniquaises sont composées de 64% de produits manufacturés, 19% des produits énergétiques et 15% de produits agroalimentaires. Les achats de produits agricoles ne constituent que 2% des importations globales.

Évaluées à 598 millions d'euros, les importations en produits énergétiques ont augmenté de 28% (contre -15% en 2007) et demeurent le premier poste d'importations en 2008. Cette hausse est liée essentiellement à l'augmentation des prix du pétrole brut. On observe également une progression de 16% de la demande de biens intermédiaires (matériels électriques, plastiques, parachimie, articles de bois, charpentes).

A contrario, les achats de biens d'équipement, après avoir augmenté de 10% en 2007, ont baissé de 6% en

un an. Les importations d'équipement électrique et électronique reculent de 20%, celles d'équipements mécaniques progressent de 5% (+16% en 2007).

En 2008, la France reste le principal partenaire des échanges extérieurs de la Martinique. La région importe près de 55% de ses produits de la France métropolitaine. Cette proportion s'élève à 78% pour les biens de consommation et 75% pour les biens agroalimentaires. Du point de vue énergétique, la Martinique dépend du Royaume-Uni pour 53%, des États-Unis pour 21%, de Aruba (13%), du Venezuela (5%) et très peu de la métropole (2%). Ainsi, hors énergie, la part des produits importés venant de France métropolitaine atteint 70%.

Les automobiles importées par la région proviennent pour 59% de la France métropolitaine, 14% sont allemandes et 9% japonaises.

Armelle BOLUSSET
Florence FRENET

La Guadeloupe : destination principale des exportations en 2008

Part de la zone partenaire dans les échanges de biens avec la Martinique et le solde en 2008

Unité : % et millions d'euros

	importations	%	exportations	%	Solde pour la Martinique
France métropolitaine	1 519	55	90	25	-1 429
UE hors France	569	21	4	1	-566
Guadeloupe	44	2	210	57	166
Guyane	8	0	38	11	30
Caraïbe hors CAP	157	6	5	1	-152
Caraïbe ACP	32	1	7	2	-25
Autres	436	16	13	4	-423
Total	2 766	100	367	100	-2 399

Source : Douanes, calculs Insee



Moins de crédits pour l'habitat

L'année 2008 se caractérise par une progression contenue des actifs financiers collectés par le système bancaire local auprès des agents martiniquais. De son côté, le rythme de progression annuel de l'encours sain des crédits octroyés aux agents économiques martiniquais demeure dynamique en dépit d'un ralentissement des crédits à l'habitat, premier poste d'endettement des agents martiniquais.

Actifs financiers : Une progression modeste essentiellement tirée par les comptes sur livrets

Au 31 décembre 2008, l'ensemble des actifs financiers recensés dans le département s'établit à 5,7 milliards d'euros. Ils progressent de 2,7% sur un an, soit un rythme de croissance en ralentissement sensible par rapport à décembre 2006 (+9,8%). En valeur, les actifs financiers augmentent de 153 millions d'euros (contre +501 millions d'euros l'année précédente), répartis à hauteur de 193 millions d'euros pour les placements liquides ou à court terme et 21 millions d'euros pour l'épargne à long terme, les dépôts à vue perdant 61 millions d'euros sur la période sous revue.

Les placements liquides et à court terme constituent le premier contributeur à l'évolution d'ensemble (à hauteur de 3,5 points), suivis de l'épargne à long terme (0,4 point), les dépôts à vue y contribuant négativement (1,1 point). En 2008, la structure des actifs

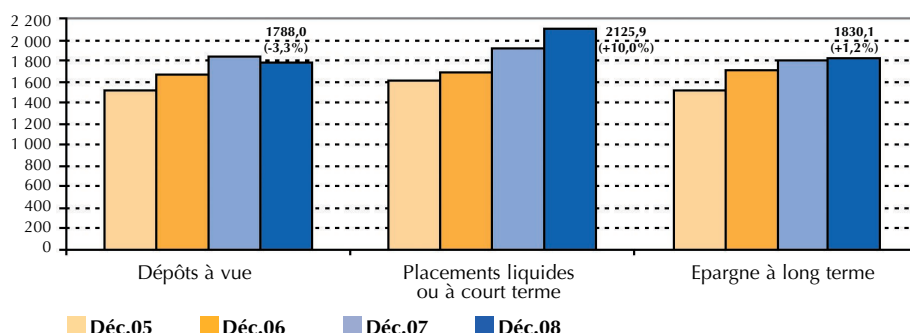
financiers évolue de manière significative. Les placements liquides ou à court terme demeurent le premier actif financier du département (37%), leur poids se renforçant de 2,5 points sur un an au détriment de l'épargne à long terme (31,9% et -0,4 point). De leur côté, les dépôts à vue concentrent désormais 31,1% de l'épargne totale, avec un repli de 2,1 points sur un an.

Les ménages sont les principaux contributeurs (+2,8 points) à l'évolution d'ensemble grâce à une croissance de 3,9% de leur encours, soit +159 millions d'euros. De leur côté, après une progression de 25% en 2007, les avoirs des entreprises chutent de 2% en 2008 (-26 millions d'euros) et contribuent négativement à la croissance des actifs financiers (à hauteur de -0,5 point). Au final, les ménages demeurent les principaux détenteurs d'actifs financiers avec 73,5% du total des avoirs recensés en Martinique. Cette proportion est en hausse de près d'un point par rapport au 31 décembre 2007, au détriment de la clientèle des entreprises dont le

Évolution des actifs financiers par catégorie de placement

Total des actifs financiers au 31/12/ 2008 : 5 744 M€

En millions d'euros



Source : ledom



poins diminue de 1,1 point pour s'établir à 21,7%. La part des autres agents gagne 0,2 point sur la période sous revue.

Placements liquides ou à court terme : dynamisme des comptes d'épargne à régime spécial

Au terme de l'année 2008, les placements liquides ou à court terme s'élèvent à 2,1 milliards d'euros. Après une année 2007 particulièrement dynamique (+14,2%), leur rythme de progression décélère sur un an pour s'établir à +10% en 2008. Ils constituent ainsi les premiers contributeurs à la croissance des actifs financiers, à hauteur de 3,5 points. Cette vigueur est principalement portée par la progression sensible des comptes d'épargne à régime spécial (+10,9% sur un an), ces derniers contribuant pour 6,5 points à la progression de l'épargne liquide. Cette évolution favorable est essentiellement tirée par celle des livrets A et bleus (+20,7% sur un an) considérés comme valeur refuge dans un contexte marqué par la crise financière internationale. Participant également à la tendance haussière de l'épargne à court terme, la croissance des placements indexés sur les taux du marché (846 millions d'euros ; +8,6% sur un an) repose essentiellement sur les dépôts à terme (+16,9%). Leur dynamisme s'explique en partie par les offres de rémunérations attractives offertes par certains établissements en vue de consolider leurs ressources et ainsi faire face au renchérissement des conditions de refinancement. Captant près de 55% du total (+1,3 point), les comptes sur livrets demeurent le placement favori des Martiniquais, suivis des dépôts à terme (20,5% de l'ensemble) en hausse de 1,2 point sur un an. Premiers détenteurs d'épargne liquide (71%), les ménages voient leur encours progresser de près de 11% sur un an. Celui-ci atteint 1,5 milliard

d'euros et demeure constitué pour l'essentiel de comptes d'épargne à régime spécial (81%). De son côté, l'encours de la clientèle des entreprises progresse de 10% sur un an (514 millions d'euros) porté par le dynamisme des OPCVM monétaires (+47 millions d'euros ; +31%).

Dépôts à vue : diminution des disponibilités à vue des agents économiques

Au 31 décembre 2008, le total des dépôts à vue s'élève à près de 1,8 milliard d'euros, soit - 61 millions d'euros sur un an. Cette catégorie d'actifs enregistre une baisse de son encours pour la première fois depuis six ans, mettant en exergue les tensions de trésorerie des agents économiques. Après avoir observé un rythme annuel de croissance supérieur à 10% en 2006 et en 2007, il recule de 3,3% en 2008. Cette évolution défavorable concerne les ménages (-16,4 millions d'euros) comme les entreprises (-65,1 millions d'euros). Les ménages détiennent une nouvelle fois la majeure partie (52%) des disponibilités à vue du département. Compte tenu des évolutions qui précèdent, leur part se renforce sur un an (+0,9 point) au détriment de celle des entreprises dont la proportion (38%) se replie de 2,3 points.

Épargne à long terme : un arbitrage au profit des avoirs jugés moins risqués

Pour la troisième année consécutive, le rythme de progression de l'épargne à long terme connaît une nette décélération, passant de +13,1% en 2006 à +4,8% en 2007 et +1,2% en 2008. Son encours s'établit désormais à 1,8 milliard d'euros (+21 millions d'euros). Alors que toutes les composantes de l'épargne à long terme s'inscrivent en baisse plus ou moins marquée sur l'exercice, la progression de l'encours total est exclusivement portée par l'assurance-vie (49,2% du total et

+9,8% sur un an) et les avoirs en obligations (+10%). Ces deux produits d'épargne ont pu bénéficier des craintes découlant des turbulences financières qui se sont renforcées au cours de l'été 2008. A l'inverse, les OPCVM non monétaires chutent de plus de 23% en un an tandis que les plans d'épargne populaire et plans d'épargne-logement enregistrent des baisses plus contenues, respectivement -9,9% et -4,4%. En outre, les incertitudes pesant sur l'évolution des marchés financiers sont venues pénaliser l'évolution des portefeuilles en actions dont l'encours chute de 11,7% sur un an.

En 2008, les ménages demeurent les principaux détenteurs de l'épargne longue concentrant 96,3% de l'encours total. Avec un encours de 1,7 milliard (+1,7%), constitué à 51% de contrat d'assurance-vie (+4 points), leur part gagne 0,5 point au détriment de la clientèle des entreprises.

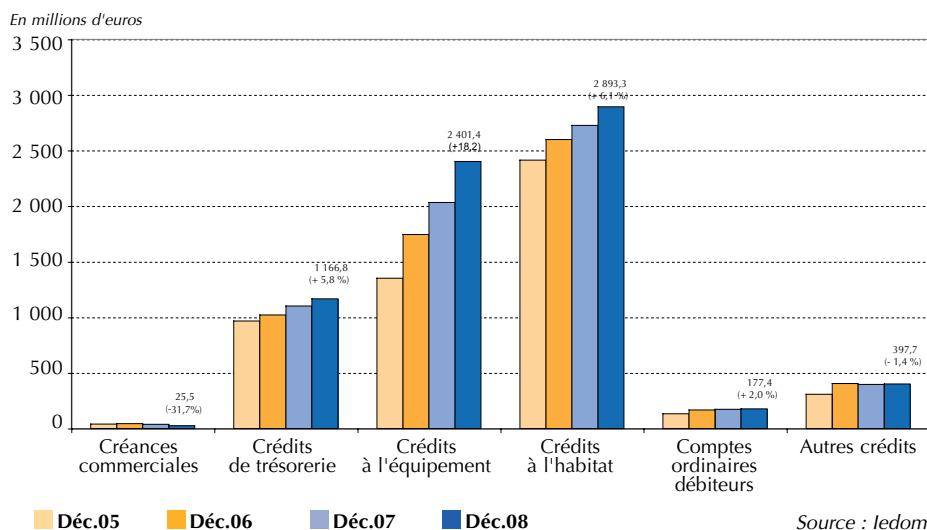
Passifs financiers : des situations contrastées mais poursuite de la croissance de l'encours global

Ensemble des établissements de crédit : Crédits de trésorerie en perte de vitesse et crédits d'investissement en hausse

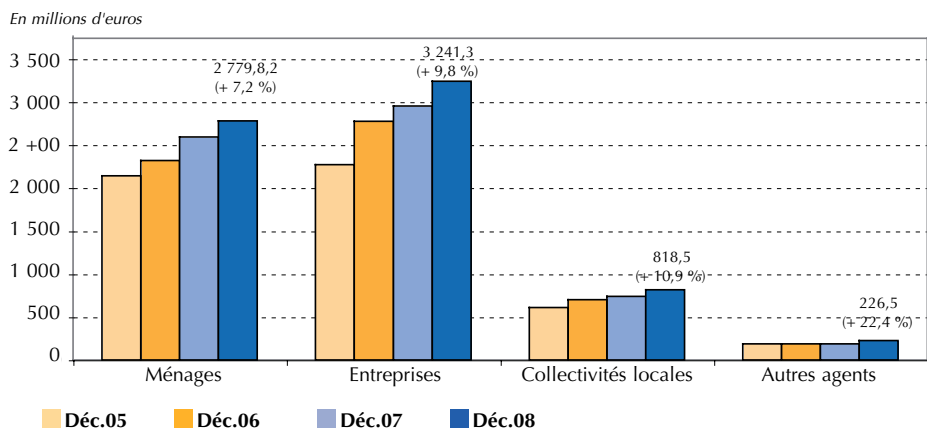
Au 31 décembre 2008, l'encours sain des crédits octroyés aux agents économiques martiniquais, par les établissements de crédit installés ou non localement, atteint 7,1 milliards d'euros, soit une hausse de 597 millions d'euros). Après s'être inscrit en net repli en 2007 (-6,6 points), le rythme de progression annuel gagne près d'un point sur un an pour s'établir à +9,2%. L'encours total de crédits enregistré dans le département est scindé entre les concours consentis par les établissements locaux et ceux non installés localement. Si le rythme de croissance des premiers s'essouffle



Évolution des passifs financiers de l'ensemble des établissements de crédit par type de crédit



Évolution des passifs financiers de l'ensemble des établissements de crédit par type de crédit par agent économique



sur un an à 9,4% (-1 point), celui des seconds enregistre une nette accélération sur la période sous revue (+5,3 points à 8,9%).

Le premier poste d'endettement des agents martiniquais demeure constitué des crédits à l'habitat (40,9%, -1,2 point) dont l'encours atteint 2,9 milliards d'euros. Sur un an, ces derniers progressent de 6,1% (+167 millions d'euros). Les crédits à l'équipement gagnent quant à eux

369 millions d'euros (+18%) pour s'établir à 2,4 milliards d'euros. Parallèlement, l'encours des crédits de trésorerie atteint 1,2 milliard d'euros. Son rythme de croissance s'infléchit en 2008 (+5,8% contre +7,9% un an auparavant). Ces évolutions contraires sont à rapprocher de la consolidation, intervenue en fin d'exercice, des lignes de trésorerie accordées au 3^{ème} trimestre 2008 en crédits à moyen et long termes.

Concentrant près de 46% de l'encours sain, les entreprises demeurent la principale clientèle des établissements de crédit. Leur poids se renforce de 0,3 point par rapport à 2007. Leur encours s'établit à 3,2 milliards, soit une progression de 9,8% en 2008 après +6,4% en 2007. Cette hausse est essentiellement imputable aux crédits à l'équipement (+281 millions d'euros), la hausse des crédits à l'habitat s'étant avérée plus contenue sur la période sous revue (+1,4%). L'encours sain des crédits aux ménages s'élève à 2,8 milliards d'euros (+186,7 millions d'euros). Leur rythme annuel de croissance décélère sur la période sous revue, perdant 4,7 points pour atteindre 7,2% en 2008. Les ménages concentrent désormais 39% de l'encours sain total (-0,8 point sur un an). Ce moindre dynamisme est principalement imputable au ralentissement du rythme de progression des crédits à l'habitat (-4,5 points par rapport à 2007). En 2008, cette catégorie de crédits représente 65,3% de l'encours total des ménages. Les crédits à la consommation sont également peu vigoureux en 2008, totalisant 963 millions d'euros (+3,5% contre +9% un an auparavant).

Enfin, les passifs financiers des collectivités locales, qui représentent 11,6% de l'ensemble des concours octroyés, progressent de 80 millions d'euros (+11% en glissement annuel), pour atteindre 819 millions d'euros à fin décembre 2008. Leur endettement est presque exclusivement constitué de crédits à l'équipement, bien qu'en repli sur l'exercice (97% contre 97,9% en 2007).

Établissements de crédits locaux : un rythme de croissance qui s'essouffle

Au 31 décembre 2008, l'encours sain des crédits octroyés par les établissements de crédit locaux s'établit à 4,9 milliards d'euros (+418 millions d'euros par rapport à 2007). Le rythme de croissance de l'encours perd 1 point pour atteindre +9,4% en 2008. A



cette date, 68,9% de l'encours global de crédits distribués en Martinique provient de l'activité des établissements locaux (+0,1 point par rapport à 2006).

Cette évolution favorable est, en premier lieu, liée aux crédits à l'habitat qui augmentent de 169 millions d'euros sur un an (+9,7%), après +219 millions d'euros fin 2007. De leur côté, les crédits à l'équipement progressent de 190 millions d'euros en 2008 (contre +107 millions d'euros en 2007), tandis que les crédits de trésorerie s'accroissent de 66,4 millions (+6,4% contre +10,5% un an auparavant).

Avec 52,9% de l'ensemble des concours (-1 point par rapport à 2007), les ménages confortent leur position de principale clientèle des établissements de crédit locaux. Leur encours sain augmente de 177 millions d'euros en 2008 (7,4%), après une progression de 261 millions en 2007. Cette croissance est essentiellement portée par les crédits à l'habitat (+9,4%), bien que ces derniers affichent une progression plus contenue qu'en 2007 (-4,8 points) qui, selon les établissements de crédit, serait à rapprocher d'une moindre demande de la part des ménages. De leur côté, les

crédits à la consommation (+3,8% contre +9% en 2007) ne participent que modérément à la croissance de l'encours sain de cette clientèle. Cette modeste progression révèle une moindre propension à consommer dans un contexte où les tensions de trésorerie se sont accentuées.

L'encours de la clientèle des entreprises enregistre une progression de 11,3% sur un an (+198,3 millions d'euros) contre +11,9% en 2007 (+186 millions d'euros). Le ralentissement de l'activité économique observé à partir du second semestre 2008 a pesé sur l'effort d'investissement des entreprises martiniquaises. Si les crédits à l'équipement augmentent de 180,8 millions d'euros sur un an (+19%) et contribuent à hauteur de 10,3 points à la progression d'ensemble, cette vigueur tient essentiellement à quelques opérations de gros montants réalisées par certaines grandes entreprises. Par ailleurs, cette évolution favorable repose également sur la consolidation en fin d'exercice de lignes de trésorerie en emprunts à moyen et long termes. En conséquence, après avoir sensiblement augmenté jusqu'en septembre 2008, les crédits d'exploitation perdent près de 10 millions d'euros à fin décembre 2008 (-2,2%).

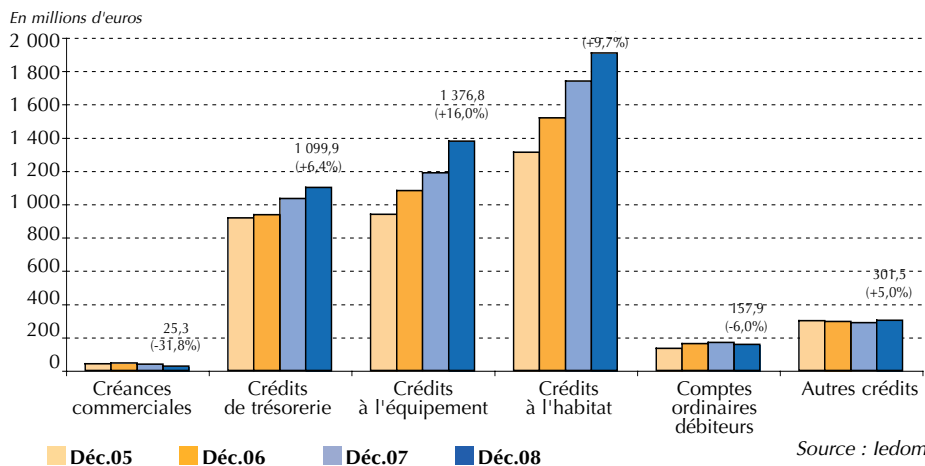
Évolution du risque de crédit : une amélioration du risque de crédit

Après s'être affichées en hausse en 2007, les créances douteuses brutes des établissements de crédit, installés ou non localement, s'inscrivent en baisse en 2008, soit -5,9% à 473,1 millions d'euros. En conséquence, le taux de créances douteuses brutes s'améliore de près d'un point pour s'afficher à 6,1% en 2008, soit son plus bas niveau historique.

Les créances douteuses brutes des établissements de crédit locaux s'établissent à 414,6 millions d'euros à fin décembre 2008 (-2,2% sur un an contre +1,8% en 2007) portant le taux de créances douteuses brutes à 7,8% (-0,9 point). Cette amélioration du risque de crédit est à rapprocher du renforcement de la connaissance client conjugué à la consolidation des dispositifs de contrôle des risques au sein des établissements de la place.

IEDOM Martinique - Services Etudes
agence@iedom-martinique.fr

Évolution des passifs financiers des établissements de crédit locaux



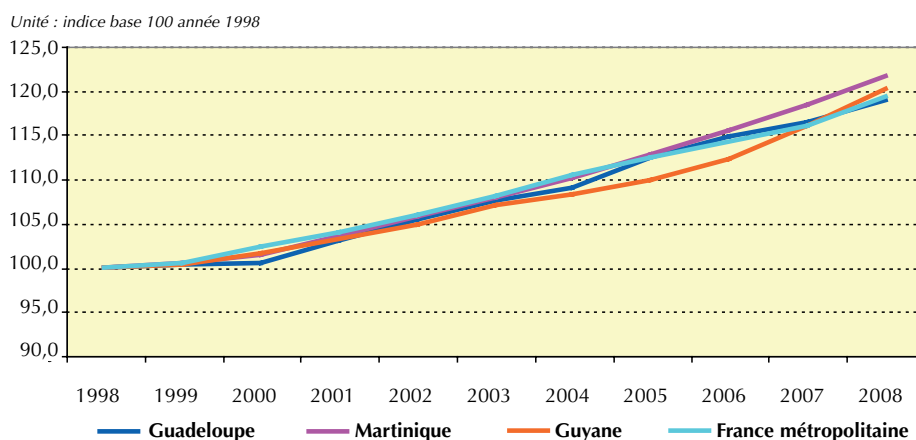


L'inflation se confirme

En 2008, les prix à la consommation augmentent de 2,8% en Martinique, après une progression annuelle de 2,4% les trois années précédentes. Hors tabac, ils augmentent de 2,7%. En France métropolitaine, les prix à la consommation ont également progressé de 2,8%. Ils augmentent de 2,5% en Guadeloupe et de 3,5% en Guyane.

Une hausse des prix marquée depuis 2006

Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1998 à 2008 dans les DFA et la France métropolitaine



Source : Insee - Dirag

Les secteurs qui contribuent le plus à l'accroissement des prix sont l'alimentation, les services et l'énergie. Néanmoins, selon les départements, les hausses de prix présentent des différences. En Martinique, elles sont tirées par les prix de l'alimentation. En Guadeloupe et en Guyane, elles sont dues à la progression des prix des services.

L'alimentation contribue à près de la moitié de la hausse des prix

L'alimentation progresse de 5,3% en 2008. Bien qu'elle ne représente que le troisième poste dans la consommation des ménages, elle contribue à près de la moitié de la hausse des prix.

L'alimentation hors produits frais participe à hauteur de 36% à l'inflation. Ce poste augmente de 6,4% par rap-

port à 2007. Les prix des huiles et des graisses augmentent notamment de 15,5% par rapport à 2007.

Parmi les produits frais, le prix des fruits progresse de près de 7%. Les prix des produits laitiers et les œufs augmentent de 8,8% par rapport à 2007.

Les prix des services ralentissent

Les services représentent le premier poste de dépenses des ménages (39%). Leurs prix ont augmenté de 1,9% par rapport à 2007. La progression n'avait pas été aussi faible depuis 2002. En effet, la hausse moyenne était de 2,6% entre 2003 et 2007. Ils contribuent à hauteur de 25% à la montée des prix.

Dans les autres DFA, ils jouent un rôle plus important dans la hausse des prix : 44% en Guadeloupe et



39% en Guyane, avec des augmentations respectives de 2,5% et de 2,9%. Cette perte de vitesse s'explique par un ralentissement de la hausse des prix dans tous les postes de produits.

Le prix des loyers et services rattachés s'accroît de 2,6% par rapport à 2007, alors qu'en 2007/2006, ils augmentaient de 3,4%. Les prix des services de santé croissent de 1,3% en 2008 contre 3% en 2007. Les prix des consultations externes diminuent de 1,7% par rapport à 2007.

Les prix des transports et les communications augmentent moins rapidement (1,1% en 2008 contre 2,9% l'année précédente). Le ralentissement ne concerne pas l'achat de véhicule, ce poste augmente de 8,7% en 2008, contre 2,5% en 2007. Les prix des autres services ont aussi une progression moins forte en 2008 (1,9% contre 2,4% en 2007) mais participent de façon non négligeable à la hausse générale des prix (0,4 point). Le prix des voyages à forfait baisse de 14,6% par rapport à 2007.

Baisse des prix de l'énergie au dernier trimestre

L'énergie contribue à hauteur de 18% à la hausse des prix en 2008 soit pour 0,5 point (contre 0,3 point l'année précédente). Le prix des produits pétroliers augmente de 5,9% entre 2007 et 2008 contre 3% l'année précédente. L'année 2008 est cependant contrastée. De janvier à septembre 2008, le prix des produits pétroliers augmente sans inter-

ruption. En octobre 2008, il baisse pour atteindre, en décembre, son plus bas niveau depuis février 2006. Cela aboutit à une diminution de 8,2% entre décembre 2007 et décembre 2008.

Les prix des produits manufacturés restent assez stables

Le prix des produits manufacturés augmente de 1,1% en variation moyenne annuelle. Seul le prix des produits de santé continue de baisser : -1,2% par rapport à 2007 contre -1,1% entre 2006 et 2007.

Une inflation sous-jacente particulièrement élevée

En 2008, l'inflation sous-jacente est de 2,6% en moyenne, soit un taux identique à la Guyane et supérieur à celui de la France métropolitaine (2,4%) et de la Guadeloupe (1,8%). Sa croissance s'accélère : elle était évaluée à 1,7% en 2006 et à 2,1% en 2007.

Hélène CHESNEL
Lauren KALI

Indice des prix à la consommation en Martinique

Unité : Variation et Contribution en %
Indice base 100 : année 1998

Regroupements	Pondération 2008	Indices 2007 moyen	Indices 2008 moyen	Variation moyenne	Contribution à la hausse des prix en 2008
Alimentation	2 249	124,0	130,6	5,3	1,2
Produits frais	670	134,8	138,5	2,8	0,2
Alimentation hors produits frais	1 579	120,3	128,0	6,4	1,0
Tabac	82	251,6	275,3	9,4	0,1
Produits manufacturés	2 791	104,0	105,1	1,1	0,3
Habillement et chaussures	724	97,7	98,2	0,5	0,0
Produits de santé	242	94,1	93,0	-1,2	-0,03
Autres produits	1 825	107,8	109,5	1,6	0,3
Energie	934	134,9	141,4	4,9	0,5
produits pétroliers	713	149,2	158,1	5,9	0,4
Services	3 945	121,5	123,8	1,9	0,7
Loyers et services rattachés	1 038	127,1	130,4	2,6	0,3
Services de santé	355	119,6	121,2	1,3	0,0
Transports-communications	618	110,0	111,2	1,1	0,1
Autres services	1 934	120,9	123,2	1,9	0,4
Ensemble	10 000	118,3	121,6	2,8	2,8

Source : Insee - Dirag

¹ Les services rattachés représentent les produits et les services pour la réparation et l'entretien du logement, l'adduction d'eau, l'enlèvement des ordures et les services d'assainissement.

² Les autres services regroupent : les soins personnels, les effets personnels, la protection sociale, les assurances, les services financiers...

Définitions :

L'indicateur de l'inflation sous-jacente permet de dégager une tendance de fond du niveau général des prix. Pour son calcul, sont pris en compte l'alimentation hors produits frais, l'habillement et chaussures, les autres produits manufacturés, les transports et communications et les autres services.

La variation moyenne annuelle représente la variation entre la moyenne de l'année n et celle de l'année n-1.



Moins de créations dans le commerce et la construction

Le tissu économique martiniquais s'est enrichi de 3 380 nouvelles entreprises, soit 3% de moins qu'en 2007. La moitié d'entre elles ont été créées dans les services qui demeurent le premier gisement de créations devant le commerce. Dynamisée par l'agro-alimentaire, l'industrie progresse de 25%. A l'inverse, le commerce chute de 11%. Le secteur des services affiche le meilleur taux de création d'entreprise. Neuf entreprises sur dix ont démarré leur activité sans salarié et un tiers des emplois salariés créés relève de la construction.

Au 1^{er} janvier 2008, 29 500 entreprises martiniquaises exerçaient leur activité dans l'industrie, la construction, le commerce et les services (champ ICS). Le tertiaire, composé des services et du commerce, reste largement majoritaire avec plus des trois-quarts des unités productives (51% pour les services et 26% pour le commerce). La construction et l'industrie représentent respectivement 14% et 9% de l'appareil productif de la Martinique.

Depuis le début de la décennie, la structure du tissu économique martiniquais n'a pas évolué. Les trois-quarts des entreprises sont des petites unités n'ayant aucun salarié avec une représentation plus marquée dans les services (53%) et le commerce (26%).

Moins de créations en 2008

Après deux années consécutives de hausse, l'année 2008 marque une

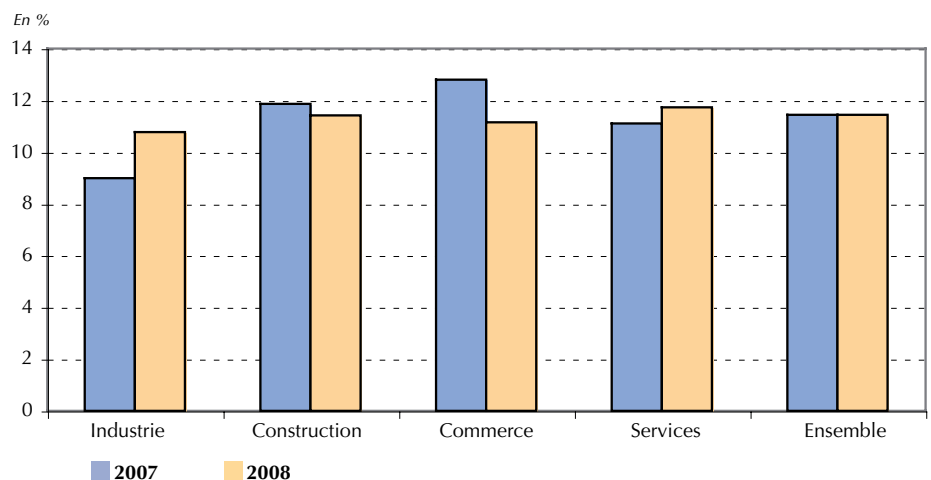
pause avec 3 376 nouvelles entreprises implantées dans le département, soit 3% de moins qu'en 2007. Mais cette baisse masque des disparités sectorielles. L'industrie est le seul secteur à poursuivre sa dynamique de création. En revanche, si la construction stagne, le nombre de créations diminue de 4% dans les services et de 11% dans le commerce.

Les services : premier gisement de créations

A l'origine de 1 767 créations, le secteur des services représente toutefois près de la moitié du renouvellement des entreprises et reste donc majoritaire dans l'économie martiniquaise. Les activités immobilières sont en grande partie responsables de la baisse enregistrée dans les services. En effet, moins de 200 entreprises y ont été créées, soit une chute brutale de 50% par rapport à 2007 qui avait été

L'industrie se renouvelle mieux

Taux de création par grand secteur d'activité en Martinique



Source : Insee, Sirene.



une année particulièrement favorable pour ce secteur.

Malgré un recul de 11% des services personnels et domestiques, les services aux particuliers progressent globalement de 6%. Le secteur du conseil et de l'assistance, qui regroupe notamment les services professionnels, les activités informatiques ou encore la publicité, a attiré 17% de créateurs de plus que l'année précédente. Les activités récréatives culturelles et sportives ont, cette année encore, séduit l'esprit d'entreprise des créateurs dont le nombre a crû de 30% en 2008.

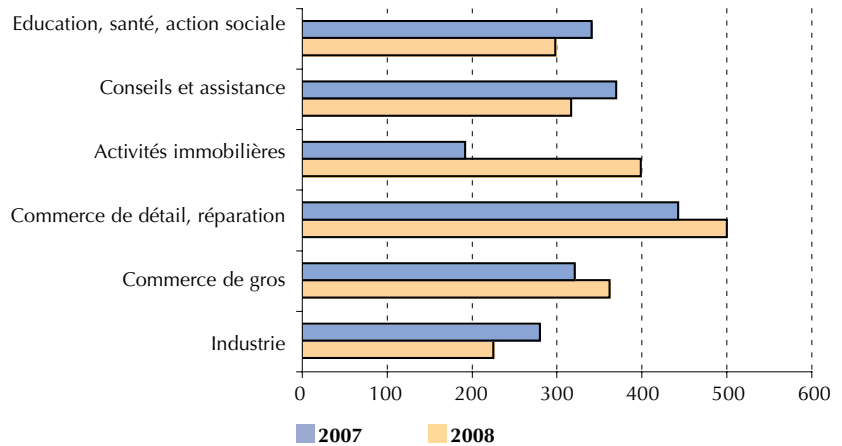
Les activités relatives à la santé continuent de se développer (+15%) pour répondre aux besoins en soins grandissants d'une population qui vieillit. En dépit de la baisse de 11% des créations dans le commerce, ce secteur, qui représente 23% des unités nouvelles dont la moitié dans le commerce de détail, reste pourtant le deuxième gisement de créations après celui des services.

Un taux de création plus élevé dans les services

Dans ce contexte peu favorable, le taux de création atteint 11,5% en 2008. Les services affichent le taux de création le plus élevé avec 11,7%. Au sein de ce secteur, les services aux

Progression particulièrement marquée dans les activités immobilières

Créations d'entreprises par secteur en Martinique (en nombre)



Source : Insee, Sirene.

entreprises représentent 10% de l'ensemble des créations et possèdent l'un des taux de création les plus élevés (15,2%). Avec 9% des créations en 2008, le secteur de l'éducation, la santé et l'action sociale est également un contributeur important, son taux de création atteint 13,3%. Si le secteur des activités financières est sous représenté, il n'en est pas moins dynamique comme en atteste la progression de son taux de création qui atteint 15,9% en raison de l'envolée de ses créations. Après avoir longtemps dominé les autres secteurs, le commerce perd la première place. Son taux de création bien inférieur à celui des services est au niveau de la moyenne régionale. Le fort renouvellement des entreprises dans le secteur industriel fait grimper le taux de création à 10,8% et rivalise avec celui de la construction (11,4%).

construction, 14% le commerce de détail et les réparations et 11% les services opérationnels. Une seule entreprise de plus de 20 salariés a été créée dans le commerce.

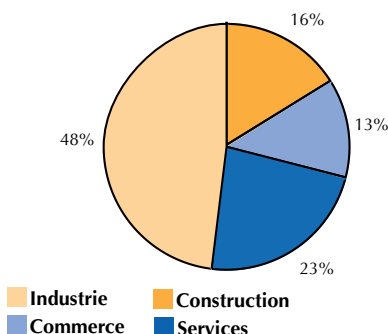
Une répartition des créations très hétérogène

Les disparités de localisation sont très marquées. 54% des créateurs s'installent dans la zone d'emploi du centre agglomération dont plus de la moitié investissent dans les services. A l'inverse, la faible attractivité de la zone Nord (nord caraïbe et nord atlantique) la freine dans son développement : seuls 7% des créateurs s'y sont installés. Le sud a attiré près de 28% des investisseurs et le centre atlantique, 11%.

Définition du taux de création : c'est le rapport du nombre de créations d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de la même année.

Les services : Premier gisement de créations

Création des entreprises par secteur en Martinique



Source : Insee, Sirene.

90% des entreprises créées n'ont pas de salarié

En 2008, neuf entreprises créées sur dix n'emploient pas de salarié. Elles ne génèrent qu'un seul emploi, celui de l'entrepreneur. Parmi les nouveaux emplois salariés, 32% concernent la

Ali BENCHADDACHE
Joelle ROBERT



Production en baisse et intrants plus chers

En 2008, l'agriculture martiniquaise est marquée par une actualité économique très dense : l'évolution des tarifs douaniers pour la banane importée dans l'union européenne, la fin du deuxième cycle du programme européen (Docup), la forte hausse du prix des intrants au cours du dernier trimestre, et enfin la baisse des limites maximales autorisées pour la chlordécone et ses conséquences sur les productions locales.

Une saison bananière encore incomplète

Cette année post cyclonique est une année de reconstruction agricole. Le secteur de la banane, le plus impacté par le cyclone, a fait preuve d'une extraordinaire mobilisation qui a permis un retour en production dès 2008 sur l'ensemble de la sole, de 147 000 tonnes de fruits.

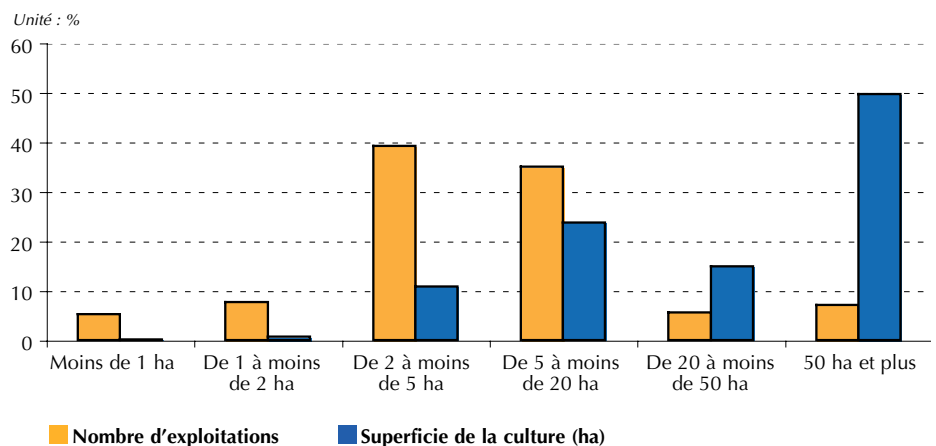
Le manque d'activité lié à une absence de production pendant les trois premiers mois de l'année a mis en difficulté les exploitations les plus fragiles. De 2005 à 2007, le secteur de la banane passe de 7 141 à 5 991 hectares. En deux ans, ce secteur perd 1 150 hectares, soit 16% des surfaces plantées. Sur la même période, le nombre d'exploitants passe de 751 à 686, soit une diminution de 8,7%.

Une plus forte concurrence internationale

Le secteur de la banane doit aussi faire face à la baisse progressive des tarifs douaniers pratiqués par l'Union Européenne envers les pays non issus de la zone ACP (Afrique Caraïbe Pacifique) qui exportent de fortes quantités de bananes vers l'Europe. L'organisation mondiale du commerce (OMC) a jugé ces droits de douane comme contraires aux règles du marché international et a adopté un calendrier prévisionnel de baisse de ces tarifs. De 176 euros par tonne précédemment, ils devraient atteindre 114 euros par tonne en 2018, soit une baisse de 35%. La concurrence accrue de ces pays menace directement les productions bananières des régions ultra-périphériques sur le marché communautaire.

De nombreuses petites exploitations sur peu d'espace

Part de la surface agricole utilisée (SAU) et nombre d'exploitations selon la classe de superficie



Source : DAF, enquête sur la structure des exploitations de 2007



Le plan « banane durable » 2008-2013 a été signé par le Ministre de l'agriculture et de la pêche, M. Michel BARNIER, les présidents des conseils régionaux et généraux de Guadeloupe et de Martinique et l'ensemble des partenaires impliqués dans la filière banane. Ce moment fort a été l'occasion de rappeler que l'utilisation des produits phytosanitaires a été divisée par trois en dix ans (entre 1996 et 2006). Ce plan est donc un moyen de se démarquer des autres pays producteurs et de réagir en offrant un fruit de qualité obtenu avec de bonnes pratiques environnementales, qui seront d'ailleurs mises en valeur et élargies dans le cadre du plan Eco phyto DOM. Pour mettre en œuvre et coordonner ce plan, un institut technique de la banane a été créé. Ce « plan banane durable » repose sur une certification (BANA-GAP) propre à la banane.

La filière banane des Antilles réagit aussi en s'organisant et en investissant dans l'achat d'un réseau de mûrisseries en métropole, afin de maîtriser la chaîne de distribution et de mieux valoriser les productions. Ce dynamisme permanent de la filière redonne confiance à tout le secteur.

Une bonne année pour la canne à sucre

Le début de la campagne sucrière a été quelque peu retardé par des intempéries, mais les craintes engendrées par le cyclone DEAN n'ont pas été confirmées. Les résultats de l'année 2008 sont assez satisfaisants bien qu'inférieurs à ceux de l'année 2007.

En 2008, les surfaces plantées en canne à sucre franchissent le seuil des 4 000 hectares et sont en progression

de 5% à 4 150 hectares. Les cannes livrées à l'usine sucrière du Galion représentent 37% du total de la production. Le marché du rhum s'est renforcé vers les exportations (+10%), compensant ainsi pour partie la forte baisse de la commercialisation locale (-25%), conséquence de la moindre fréquentation touristique.

Pour le sucre, la production est en forte baisse (-20%) par rapport à 2007 mais la consommation locale ne cesse d'augmenter et atteint 62% de l'offre en 2008 alors qu'en 2007, ce chiffre n'était que de 46%.

Résultats satisfaisants pour la canne à sucre

Unités : tonnes et évolutions en %

Canne à sucre	2007	2008	évolution 2008 / 2007
Cannes manipulées en usine (tonnes)	84 490	75 497	-10,6
Cannes manipulées en distilleries (tonnes)	138 537	128 448	-7,3
Rhum (HAP = hectolitres d'alcool pur)			
production	94 292	89 782	-4,8
exportation	46 193	50 654	9,7
commercialisation locale	13 945	10 439	-25,1
Sucre (en tonnes)			
production	5 849	4 688	-19,8
commercialisation locale	2 675	2 905	8,6

Source : DAF

Les ressources en produits agricoles (hors banane et canne à sucre) en 2008

Unités : volume en tonnes et taux de couverture en %

	Production locale	Importations		Ensemble	Taux de couverture par la production locale	
		Frais	Sec, congelé, autres		Du marché total	Du marché du frais
Fruits ⁽¹⁾	9 508	8 902	501	18 911	50	52
Légumes ⁽¹⁾	50 012	12 894	8 249	71 155	70	80
Viande porcine ⁽²⁾	1 080	218	3 535	4 833	22	83
Viande bovine ⁽²⁾	1 258	1 137	3 859	6 254	20	53
Viande de volailles ⁽²⁾	938	344	9 764	11 046	8	73
Viande ovine caprine ⁽²⁾	75	88	1 581	1 668	4	46

⁽¹⁾ Données provisoires ; ⁽²⁾ Abattages contrôlés

Source : DAF



La flambée des prix des matières premières au cours du second semestre s'est répercutée sur les prix des engrais (+14,6% en moyenne sur un an) et les prix des produits phytosanitaires (+75% en moyenne). Certains herbicides ne sont plus autorisés par la réglementation européenne et leur retrait crée de nombreuses difficultés chez les petits planteurs qui trouvent les nouveaux produits moins efficaces et nettement plus chers.

Une production agricole qui peine à satisfaire la demande intérieure

Pour chaque type de viande, l'offre locale est minoritaire. Elle couvre moins de 25% du marché total. Ce constat montre la faiblesse du volume de la production martiniquaise. La production locale reste toutefois prépondérante pour le marché du frais, à l'exception de la viande des ovins et caprins avec seulement 46% de la demande totale.

Avec une production de 9 500 tonnes de fruits et 50 000 tonnes de légumes, l'offre locale couvre respectivement 50% des besoins en fruits et 70% pour

les légumes. Il y a donc une marge de progression importante pour évoluer vers l'autosuffisance en fruits et légumes.

Ces cultures sont pratiquées au sein de très petites exploitations : on dénombre ainsi 1 210 exploitations qui cultivent des tubercules pour une surface totale de seulement 715 hectares. Ces petits exploitants sont plus fragiles économiquement car leurs productions se retrouvent très étroitement dépendantes du moindre aléa climatique ou parasitaire.

Ces petits producteurs maraîchers sont aussi confrontés à la pollution des sols par la chlordécone. Depuis le 30 juin 2008, la limite maximale de résidus (LMR) autorisée a été revue à la baisse, amenant certains produits à être interdits de mise en vente. La Direction de l'Agriculture et de la Forêt (DAF) de Martinique a réagi en concertation avec la chambre d'agriculture, les syndicats agricoles et les organisations de producteurs en proposant des mesures d'accompagnement et de suivi des exploitations touchées, qui complètent le plan national d'action « 2008-2010 ». Chaque pro-

ducteur victime de la chlordécone bénéficie d'un diagnostic personnalisé, qui conduira à un plan de développement. Ce dernier devrait englober des mesures d'aide à l'investissement destinées à faciliter leur reconversion et un suivi individuel sur trois ou cinq ans. Une première esquisse du dispositif a été validée par la commission départementale d'orientations agricoles (CDOA) en novembre 2008 et transmise au Ministère de l'Agriculture et de la Pêche.

Des prix de vente à la production fluctuants

Les prix auxquels les agriculteurs écoulent leurs productions sont très variables sur les 5 dernières années, ce qui donne peu de visibilité aux professionnels.

Bertrand AUMAND
Direction de l'Agriculture et de la Forêt (DAF) de Martinique
Responsable du Service Régional d'Informations Statistiques et Economiques (SRISE)



Prix annuel moyen observé, toutes filières confondues

Unité : euro par kilogramme

Produits		2004	2005	2006	2007	2008
Tubercules, racines et bulbes						
Dachine	Kg	1,09	1,22	1,17	1,18	1,19
Igname (saï)	Kg	1,69	1,70	1,89	1,41	1,43
Igname blanc	Kg	1,85	2,26	2,16	2,27	1,93
Patate douce	Kg	0,94	1,06	1,02	1,08	1,16
Légumes frais						
Banane légume	Kg	0,70	0,71	0,79	0,75	0,71
Carotte	Kg	1,34	0,87	1,45	1,82	1,52
Chou pommé	Kg	1,04	1,04	1,35	1,08	1,18
Concombre	Kg	0,46	0,55	0,58	0,62	0,95
Courgette	Kg	1,33	1,48	1,25	1,96	1,41
Giraumon	Kg	1,34	1,29	0,86	1,05	0,91
Melon	Kg	1,61	1,35	1,26	1,16	1,66
Navet	Kg	1,13	1,36	1,23	1,08	0,97
Oignons pays (blanc)	Kg	2,61	2,47	3,04	3,72	2,97
Persil	botte	1,49	1,40	1,57	1,43	1,98
Piment doux	Kg	2,10	2,47	3,14	3,16	1,98
Piment fort	Kg	2,08	2,47	2,51	2,26	1,82
Poireau	Kg	2,25	2,04	1,49	2,23	2,15
Salade	Kg	1,07	1,11	0,90	2,45	1,05
Tomate	Kg	1,73	1,75	1,80	2,31	1,45
Agrumes						
Lime de Tahiti	Kg	0,87	1,02	1,09	1,70	1,18
Orange sucrée	Kg	1,14	1,26	1,02	1,20	1,11
Fleurs						
Alpinia rose ou rouge	tige	0,98	0,87	0,81	0,69	0,88
Anthurium hybride	tige	1,11	1,30	1,05	2,21	1,28
Anthurium rose	tige	0,45	0,56	0,47	0,47	0,56
Héliconia tropique et autres	tige	0,67	0,65	0,68	0,71	0,71
Rose de porcelaine	tige	1,66	1,27	0,88	0,86	1,56

Source : DAF, enquête sur les prix à la production

Note :

Pour mieux connaître et suivre les prix de vente à la production, le service régional de l'information statistique de la DAF réalise chaque trimestre auprès des exploitants agricoles un relevé des prix par filière de commercialisation. Les prix indiqués sont des moyennes pondérées toutes filières de commercialisation confondues sur l'année des différents relevés effectués par trimestre.



Moins de passagers et moins de fret

L'activité de l'aéroport Aimé Césaire a été marquée, en 2008, par un repli global sous l'effet d'un contexte national et international peu favorable au transport aérien. Les mouvements d'avions commerciaux qui, depuis 2004, étaient en progrès ont enregistré une baisse de 5%. Celle-ci n'a pas été sans conséquences sur le trafic commercial de passagers (-1,9%) et sur le trafic de fret (-8,2%).

La Compagnie Air France est toujours leader sur la plate-forme devant les compagnies Air Caraïbes et Corsair. Sur les liaisons avec la « Caraïbe internationale » et les Amériques, l'année 2008 a vu la desserte, quatre fois par semaine, de San Juan (Porto-Rico) par la compagnie American Eagle, tandis que pour des problèmes de coûts, la compagnie Delta Airlines arrête ses vols en provenance et à destination d'Atlanta, au premier trimestre.

Forte baisse du trafic de passagers sur la ligne transatlantique

Avec un déficit de 51 523 passagers en 2008 par rapport à 2007, la ligne transatlantique réalise sa plus mauvai-

se évolution depuis 2004. Si le troisième trimestre a été le plus mauvais (-28 132 passagers), c'est l'ensemble de l'année qui a été en régression par rapport aux résultats enregistrés en 2007 malgré le cyclone Dean. Les effets de la crise financière en Europe et les prémices de crise économique expliquent en partie ces statistiques.

Ces mauvais résultats enregistrés sur les liaisons transatlantiques (-5%) conduisent à une baisse de l'ensemble du trafic de passagers de la plate-forme. Les bonnes évolutions observées sur le trafic régional tant national (+4,1%) qu'international (+1,7%) n'ont pas été suffisantes pour compenser les pertes enregistrées sur la desserte « France métropolitaine » qui représente à elle seule près de 60% du trafic de passagers.

Évolution d'ensemble de l'activité aéroportuaire

En nombre et %

Produits	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008/2007
Mouvements d'avions commerciaux	21 121	22 761	23 291	23 871	24 086	22 824	-5,2
Trafic de passagers (en milliers)	1 519	1 615	1 616	1 636	1 695	1 673	-1,3
- dont passagers locaux	1 444	1 505	1 518	1 542	1 603	1 572	-1,9
- dont passagers en transit	75	110	98	94	93	101	+9,5
Trafic fret commercial (en tonnes)	13 354	13 112	12 998	13 493	13 925	12 785	-8,2

Source : Direction des Services Aéroportuaires - CCIM

Évolution du trafic de passagers sur la ligne transatlantique par trimestre

En nombre de passagers

	1 ^{er} Trimestre	2 nd Trimestre	3 ^{ème} Trimestre	4 ^{ème} Trimestre
2008	287 698	226 083	251 082	211 413
2007	295 241	238 920	279 214	214 424
2006	284 528	227 274	267 661	212 064
2005	286 350	217 906	265 239	197 540
2004	286 514	215 827	262 092	209 355
Écart 2008/2007	- 7 543	- 12 837	-28 132	- 3 011

Source : Direction des Services Aéroportuaires - CCIM



Flux de passagers sur les destinations régionales

En nombre de passagers évolution en %

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008/2007
Guadeloupe	332 146	350 675	367 232	378 637	393 366	406 664	+ 3,4
Guyane	54 678	70 290	67 933	61 853	61 506	66 776	+8,6
TOTAL	376 824	420 965	435 165	440 490	454 872	473 440	+ 4,1

Source : Direction des Services Aéroportuaires - CCIM

Reprise du trafic régional national

Ce trafic, le second de la plateforme du Lamentin par le nombre, à destination et en provenance de la Guadeloupe et de la Guyane, s'élevait à 473 440 passagers en 2008. C'est l'une des deux composantes du trafic de passagers, en progrès sur la période avec 18 568 passagers supplémentaires. Depuis 2003, on note une augmentation régulière du trafic avec la Guadeloupe de 4% en moyenne par an. A noter la reprise observée en 2008, sur la desserte de la Guyane : +8,6%.

Consolidation du trafic international

Après une année 2007 marquée par la reprise du trafic international au départ de la plateforme du Lamentin, cette tendance s'est confirmée en 2008 malgré un repli du nombre de passagers sur la catégorie « autres aéroports ».

Le renchérissement de l'euro sur le dollar a eu un effet d'aubaine pour les

Martiniquais qui ont préféré se déplacer dans la zone. Le nombre de passagers en provenance ou à destination de la « Caraïbe Internationale », sur le troisième trimestre, est passé de 28 782 en 2007 à 34 112 en 2008.

D'autres phénomènes conjoncturels ont également eu un impact sur ces dessertes en 2008. Pour la catégorie « Caraïbe Internationale » la baisse du dollar et les quatre rotations sur San Juan (Porto-Rico) ont contribué à la hausse enregistrée de +6,2%. En revanche, avec l'arrêt de la desserte d'Atlanta (États-Unis) par Delta Airlines, la catégorie « autres aéroports » accuse une baisse -17,8%.

Baisse d'activité pour le fret commercial

Après la reprise amorcée en 2006 et poursuivie en 2007, l'activité commerciale de fret a régressé de -8,2% en 2008. Ce résultat s'explique par la forte chute du fret aérien à l'importation (-12,8%), quelle qu'en soit l'origine : -8% pour la France métropolitaine, et -59,6% depuis les aéroports internationaux autres que ceux de la

Caraïbe. En revanche, la progression des exportations vers la France métropolitaine (+3,2%) et la Guadeloupe et la Guyane (+32,7%) ont permis une croissance de 5,6% du fret aérien à l'export en 2008.

Malgré ces évolutions peu encourageantes, le gestionnaire de la plateforme aéroportuaire a multiplié en 2008, seul ou en partenariat, les initiatives pour promouvoir l'infrastructure, notamment dans le cadre d'actions de promotion touristique (salons, brochures, magazines). Il a également poursuivi les investissements pour maintenir voire améliorer le niveau technique de l'aéroport. Ce sont plus de 6 millions d'euros qui ont été investis tant dans de grosses réparations pour 2,8 millions d'euros (chaussée et balisage des pistes ...) que pour des travaux d'amélioration pour 3,3 millions d'euros (aménagement de voies complémentaires etc.).

Pascal MARIE-CLAIRE
Cabinet du Président de la CCIM

Trafic de passagers sur les destinations internationales

En nombre de passagers

	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2008/2007
Caraïbe Internationale	94 520	90 079	90 406	90 429	97 303	103 392	+6,2
Autres Aéroports	23 977	23 522	20 654	19 483	22 931	18 844	- 17,8
TOTAL	118 497	113 601	111 060	09 912	120 234	122 236	+1,7

Source : Direction des Services Aéroportuaires - CCIM



Fréquentation globale stable mais année noire pour l'hôtellerie

La plupart des indicateurs de la fréquentation hôtelière sont au rouge en 2008 : le taux d'occupation d'ensemble recule de 4,5 points, malgré une réduction du nombre de chambres offertes. L'augmentation du nombre d'arrivées ne parvient pas à compenser la baisse du nombre de nuitées, d'où une diminution de la durée moyenne d'un séjour. La petite hôtellerie s'oriente davantage sur la clientèle locale, tandis que les grands établissements se positionnent plutôt sur la clientèle étrangère.

Après une année difficile en 2007, le secteur hôtelier martiniquais ne réussit pas à redresser la situation en 2008. Les campagnes promotionnelles entreprises pour séduire la clientèle locale ont permis une augmentation du nombre d'arrivées de 3,2%.

Mais leur durée de séjour plus faible conduit au total à une diminution de la durée moyenne de séjour. La baisse de la clientèle hexagonale a été pour partie compensée par la hausse des nuitées étrangères.

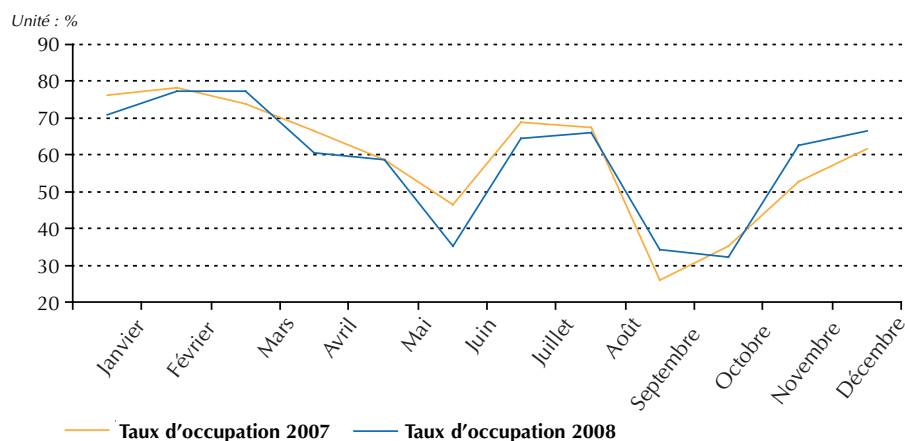
Face à cette conjoncture difficile, les hôteliers ont réagi notamment en réduisant l'offre de chambres (-4,6%), permettant ainsi de limiter la chute du taux d'occupation.

La petite et moyenne hôtellerie a plus rapidement réagi à la crise

La réaction a été rapide dans la petite et moyenne hôtellerie. Le nombre de chambres a été ajusté tout le long de l'année 2008, permettant ainsi de limiter la baisse du taux d'occupation à 1 point par rapport à 2007. En fin d'exercice, ce taux devient supérieur à celui observé en 2007 à la même date. Dans le même temps, l'équipement des chambres a été adapté aux préférences de la clientèle locale : par exemple, de plus en plus de chambres sont dotées d'un espace cuisine. Cette politique a permis d'augmenter de

Un ajustement rapide de l'offre dans la petite et moyenne hôtellerie

Evolution annuelle du taux d'occupation dans les moins de 3 étoiles



Source : Insee - Enquête fréquentation hôtelière de 2007-2008



Les principaux indicateurs de l'enquête Fréquentation hôtelière

En nombre et %

Ensemble du secteur hôtelier	2007	2008	2008/2007
Nombre de chambres offertes	1 562 630	1 490 162	-4,6
Taux d'occupation	59,4	54,9	-4,5
Arrivées total	379 425	391 486	3,2
Dont arrivées étrangères	21 277	30 205	42,0
Nuitées total	1 911 857	1 822 146	-4,7
Dont nuitées étrangères	109 303	178 241	63,1
Durée moyenne de séjour	5,0	4,7	-0,4
Trois étoiles et plus			
Nombre de chambres offertes	1 089 777	1 047 736	-3,9
Taux d'occupation	58,6	52,7	-5,9
Arrivées total	282 719	265 911	-5,9
Dont arrivées étrangères	16 039	25 868	61,3
Nuitées total	1 277 749	1 174 307	-8,1
Dont nuitées étrangères	85 189	160 595	88,5
Durée moyenne de séjour	4,5	4,4	-0,1
Moins de trois étoiles			
Nombre de chambres offertes	472 853	442 426	-6,4
Taux d'occupation	61,1	60,1	-1,0
Arrivées total	96 706	125 576	29,9
Dont arrivées étrangères	5 237	4 337	-17,2
Nuitées total	634 108	647 839	2,2
Dont nuitées étrangères	24 114	17 646	-26,8
Durée moyenne de séjour	6,6	5,2	-1,4

Source : Insee - Enquête fréquentation hôtelière de 2007-2008



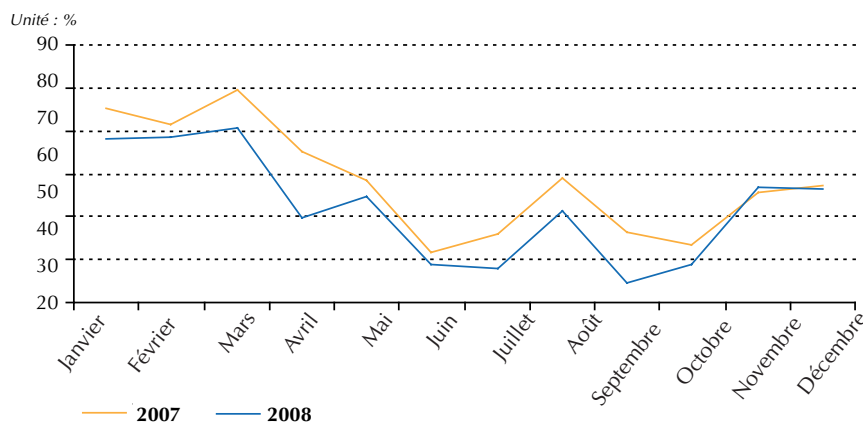
près de 30% le nombre total d'arrivées sur l'année. Le nombre de nuitées progresse aussi, mais dans une moindre proportion (+2,2%). En contrepartie, ce changement de clientèle conduit à une baisse sensible de la durée moyenne de séjour (près d'un jour et demi en moins par rapport à 2007).

Une année noire pour la grande hôtellerie

L'année 2008 a été particulièrement difficile pour les grands hôtels : certains établissements ont été placés en redressement judiciaire. Le nombre d'arrivées diminue de près de 6%, et le nombre de nuitées de plus de 8%. La baisse de fréquentation des touristes hexagonaux a été pour partie compensée par la forte progression de la clientèle étrangère : +42% pour les arrivées, et +63% pour les nuitées. Le positionnement de la grande hôtellerie sur cette clientèle lui a permis de maintenir la durée moyenne de séjour en 2008 par rapport à 2007. La durée moyenne de séjour d'un étranger est en effet de 6,2 jours, contre 4,2 pour les Français de France métropolitaine.

Le taux d'occupation décroche dans la grande hôtellerie

Evolution annuelle du taux d'occupation dans les 3 étoiles et plus



Source : Insee - Enquête fréquentation hôtelière de 2007-2008

Face à cette situation, les professionnels ont réduit l'offre de chambres, de près de 4% sur l'année. Cette baisse n'a cependant pas suffi à redresser le taux d'occupation, qui demeure bien en deçà des valeurs de 2007 tout au long de l'année, y compris durant la haute saison. Ce n'est qu'en fin d'exercice qu'un rattrapage s'opère. Au total, le taux d'occupation moyen diminue de 5,9 points par rapport à 2007 avec une diminution de 4,3%.

Légère croissance du nombre de touristes en 2008

Au terme de l'année 2008, avec 608 000 visiteurs, la fréquentation touristique globale est supérieure de 0,2% à celle de 2007. Le flux touristique global demeure sous le seuil de l'objectif cible des 700 000 visiteurs. L'évolution enregistrée en 2008 est essentiellement imputable à la progression des clientèles maritimes. La

Plus de croisiéristes et de plaisanciers

La fréquentation touristique par catégorie de visiteurs entre 2006 et 2008

Unités : nombre et évolution en %

	2006	2007	2008	2007/2006	2008/2007
Croisière	96 089	71 683	87 079	+25,4	+ 21,5
Séjour	503 475	501 491	479 933	-0,4	- 4,3
Plaisance	31 975	34 235	41 640	+ 7,1	+ 21,6
TOTAL GENERAL	631 539	607 409	608 652	-3,8	+ 0,2

Source : Comité martiniquais du tourisme

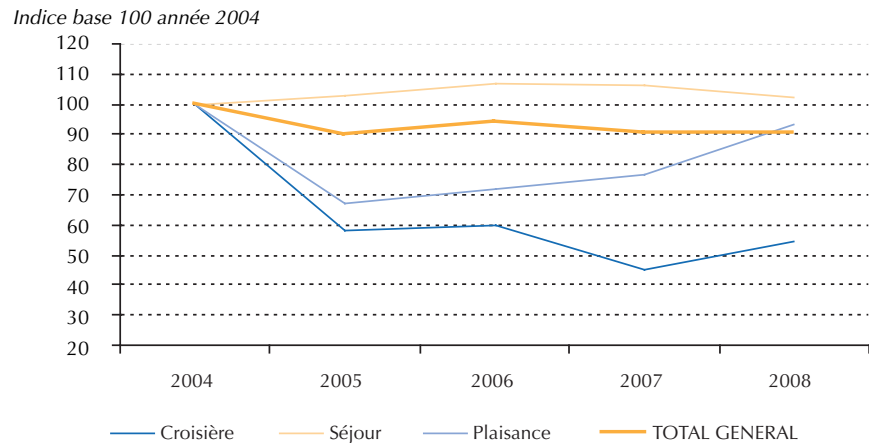


fréquentation des excursionnistes de croisière augmente de 21,5%, et celle des plaisanciers de 21,6%, comparativement aux flux de 2007. En revanche, la clientèle de séjour poursuit la baisse entamée en 2007, avec une diminution de 4,3%.

Sur les cinq dernières années, le flux touristique global demeure orienté à la baisse. A l'exception des séjours de plaisance qui progressent régulièrement depuis 2005, la tendance pour la clientèle de croisière demeure à la baisse. Pour le tourisme de séjour, il n'y a pas de progression notable du nombre d'arrivées depuis 2004.

Stagnation du nombre de touristes

Evolution indiciaire du flux touristique depuis 2004



Source : Comité martiniquais du tourisme

Bruno MARQUES
Comité Martiniquais du Tourisme
Gérard FORGEOT
Emmanuelle MATHOS

Définitions :

- *Taux d'occupation* : Il est obtenu en rapportant le nombre de chambres occupées chaque jour au nombre de chambres offertes chaque jour. Il est exprimé en pourcentage.
- *Les arrivées* correspondent au nombre de clients qui arrivent chaque jour dans l'hôtel.
- *Les nuitées* correspondent au nombre de clients multiplié par le nombre de nuits qu'ils ont passées à l'hôtel. Exemple : un couple de touristes qui passe trois nuits dans un hôtel correspond à 2 arrivées et 6 nuitées.
- *L'hôtellerie de haute gamme ou grande hôtellerie* regroupe les hôtels ayant au moins trois étoiles.
- *La petite et moyenne hôtellerie* regroupe les hôtels classés au plus 2 étoiles



Le neuf en repli, l'occasion en stagnation

Contraints ou réfléchis, les consommateurs de la Martinique se sont montrés réservés quant à l'acquisition d'un véhicule neuf en 2008. Cette réserve n'a pas profité au marché de l'occasion qui a plutôt stagné, en dépit de son excellente santé. De leur côté, les entreprises martiniquaises ont continué de s'équiper en privilégiant le neuf au détriment des véhicules de seconde main ou plus.

Même si la part des ménages martiniquais sans voiture est passée de 35% à 30% en dix ans, l'année 2008 se caractérise par une chute des immatriculations de véhicules neufs aux particuliers. Elle est de l'ordre de 5% par rapport à l'année 2007. Ce score confirme de façon flagrante le ralentissement du marché observé depuis 2004. La baisse qui s'est étalée sur la quasi-totalité de l'année a atteint son plus bas niveau en mai, avec seulement 594 véhicules vendus.

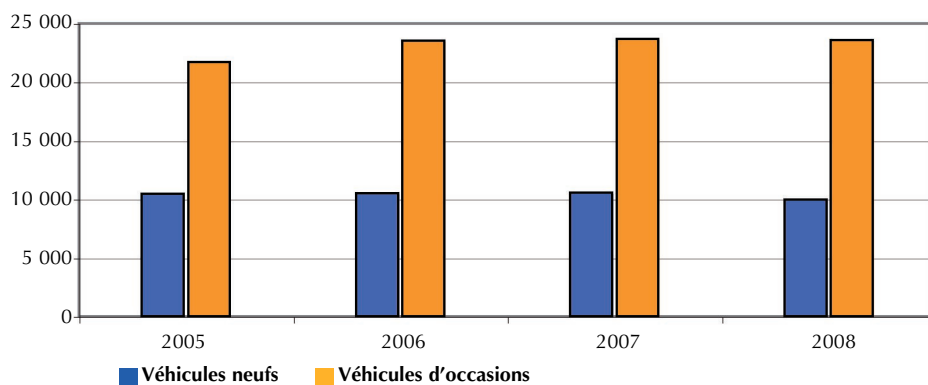
Le dispositif de soutien au remplacement des véhicules anciens mis en place à compter du 4 décembre n'a pas encore d'effet : aucun rebond n'est observable en fin d'année 2008. Au contraire et malgré les promotions, le mois de décembre enregistre un déficit de ventes de près de 200 véhicules neufs, comparé à décembre 2007.

Des entraves aux intentions d'achat

La hausse des prix des automobiles, elle-même imputable à la hausse des prix de l'acier, a influé particulièrement sur les intentions d'achat. D'autres facteurs ont sans doute contribué à cette frilosité : Le carburant est resté cher malgré les fluctuations à la baisse observables en cours d'année. D'autre part, le poste « entretien et réparation des véhicules personnels » a été marqué par une envolée de ses tarifs, de l'ordre de 4% sur l'année.

Au total, ce sont 9 963 voitures qui ont rejoint le parc martiniquais, contre 10 561 l'année précédente. Ce repli affecte davantage les véhicules roulant à l'essence sans plomb qu'à ceux roulant au gazole (respectivement -9% et -3%). Les motorisations gazole

Evolution du marché du neuf et de l'occasion entre 2005 et 2008



Source : Fichier central des automobiles



continuent en effet leur pénétration. Elles concernent 58% des immatriculations, contre 56% en 2007. L'année 2008 confirme donc le déclin des ventes de motorisation sans plomb observable depuis l'année 2005.

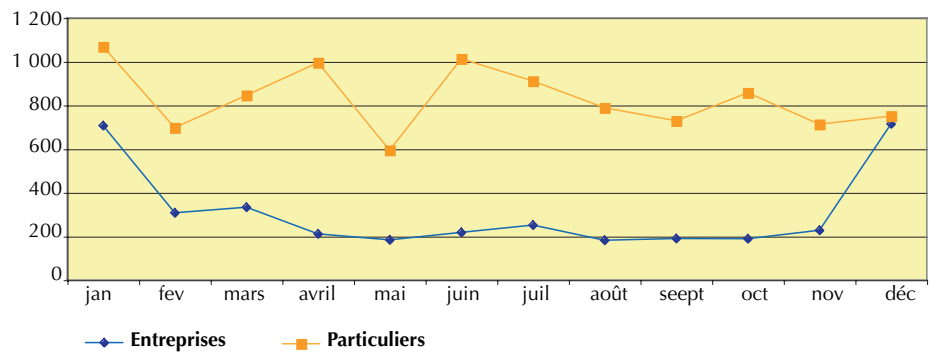
Toutefois, cet état des lieux assez morose n'affecte que très peu les ventes de véhicules de type « Tous Terrains, Tous Chemins », incluant les voitures à quatre roues motrices. Ils représentent 16% des immatriculations, soit une chute d'un point par rapport à 2007. En France métropolitaine, les véhicules de ce type regroupent 6% des ventes de véhicules neufs : combinées aux effets de mode, des raisons sécuritaires sont invoquées par les acheteurs martiniquais pour justifier leur choix.

Les ventes de véhicules d'origine française demeurent minoritaires. Comme en 2007, les trois marques françaises réunissent seulement 40% des ventes. A l'instar des tendances affichées par les années précédentes, les véhicules de petites cylindrées sont privilégiés : très majoritairement, la clientèle s'est dirigée vers des automobiles de 4 à 5 chevaux.

Léger repli pour l'occasion, malgré sa bonne santé

Le ralentissement du marché du neuf ne profite pas forcément à celui de l'occasion. Celui-ci régresse légèrement par rapport à 2007 (-0,4%). Il demeure toutefois particulièrement florissant. Les transactions ont concerné 23 575 véhicules, majoritairement des berlines. Le marché de l'occasion bénéficie plutôt aux voitures françaises de faible cylindrée, roulant à l'essence sans plomb. Toutefois, les voitures d'occasion motorisées au

Evolution du marché du neuf et de l'occasion entre 2005 et 2008



Source : Fichier central des automobiles

A compter du 4 décembre 2008 et jusqu'à fin 2009, un dispositif de soutien au remplacement des véhicules anciens est mis en place. une prime de 1 000 € est accordée pour l'achat d'un véhicule particulier neuf émettant moins de 160 g de CO₂ (inclus), accompagné de la mise à la casse d'un véhicule de plus de 10 ans. Une prime de 1 000 € est accordée pour l'acquisition par un professionnel d'un véhicule utilitaire léger neuf (VUL), accompagnée de la mise à la casse d'un véhicule de plus de 10 ans. Cette mesure vient compléter le dispositif de bonus, opérationnel depuis le 1er janvier et de superbonus pour mise à la casse. Il augmente le montant de ce dernier de 300 à 1000 €, l'étend aux véhicules utilitaires et au rachat de véhicules émettant moins de 160 grammes de CO₂, contre 130 grammes dans le dispositif actuel. Le montant total de la prime pourra ainsi atteindre jusqu'à 2 000 € (cas de l'acquisition d'un véhicule émettant moins de 100g de CO₂). Cette mesure aura également un effet direct sur l'environnement, notamment sur les émissions de CO₂ et les polluants locaux (dans le cas des utilitaires).

Source : Ministère de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire

gazole gagnent du terrain. Leur revente a atteint 26% en 2008, soit deux points de plus qu'en 2007.

Les entreprises privilégient le neuf

Les immatriculations concernent parallèlement des véhicules d'entreprise. Comme en 2007, elles ont représenté cette année un quart des immatriculations totales du département. Elles sont cependant en légère diminution. Les entreprises martini-

quaises ont acquis en moyenne 300 véhicules neufs mensuellement, avec des pics en janvier et en décembre. Les petites cylindrées sont naturellement les plus recherchées. Malgré la conjoncture défavorable, le marché de l'occasion est très peu sollicité : moins de 800 transactions ont été enregistrées dans le courant de l'année 2008.

Guy MYSTILLE



Moins d'emplois et plus de chômage : les femmes paient le prix fort de la dégradation du marché du travail

En 2008, le marché du travail martiniquais se dégrade. Les inactifs sont en nette progression par rapport aux actifs. Les personnes en emploi sont moins nombreuses. Le taux d'emploi des 15-64 ans s'établit à 47,7%, loin de l'objectif européen de Lisbonne de 70%. Les femmes sont les premières concernées par ces pertes d'emplois. Dans le même temps, la Martinique compte 2 000 chômeurs de plus au sens du BIT. Le taux de chômage s'élève à 22,4%. Les jeunes sont davantage touchés par le chômage que l'an passé.

En juin 2008, la population des 15 ans ou plus compte 157 000 inactifs et 162 900 actifs (personnes ayant un emploi et chômeurs au sens du BIT). En un an, le nombre d'inactifs progresse de 3 000 personnes. En revanche, le nombre d'actifs n'augmente que de 300. Le taux d'activité globale s'établit à 50,9% en 2008, après 51,3% en 2007.

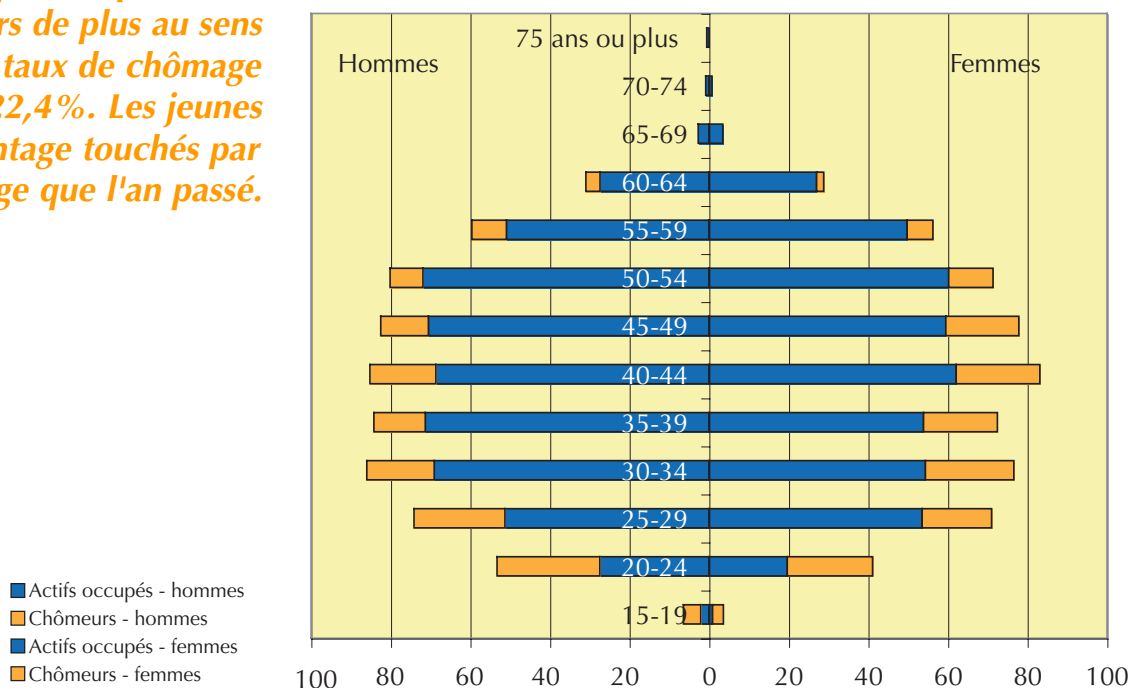
Le taux d'activité des femmes reste inférieur à celui des hommes, respectivement 48,7% et 53,6%. Les jeunes

se montrent beaucoup plus présents sur le marché du travail que l'an passé : ils sont 13 300 en 2008, soit une hausse annuelle de 3 000 personnes. Le taux d'activité des 15-24 ans s'élève à 23,4% (18,6% en 2007). Avec un effectif de 39 900, les actifs de 50 ans ou plus sont 600 de plus. Mais leur taux d'activité descend à 31,9%, en recul de 0,5 point. Quant aux actifs de 25-49 ans, ils sont 109 600. En une année, leur effectif diminue de 3 300 individus. Le taux d'activité des 25-49 ans se replie de 1,2 point à 79,6%.

Les jeunes actifs plus souvent au chômage que leur aînés

Part de l'emploi et du chômage dans la population des 15 ans ou plus

Unité : %



Source : Insee, enquête Emploi DOM 2008



La Martinique s'éloigne de nouveau des objectifs de Lisbonne

Taux d'emploi et objectifs européens

	2006	2007	2008	Objectif européen pour 2010
Taux d'emploi des 15-64 ans	46,6	48,5	47,7	70%
Taux d'emploi des femmes de 15-64 ans	43,5	46,4	45,1	60%
Taux d'emploi des 55-64 ans	38,5	37,9	39,5	50%
Personnes ayant un emploi	123 302	128 101	126 448	
Hommes	62 367	62 487	62 182	
Femmes	60 935	65 614	64 266	

Source : Insee, enquêtes Emploi DOM

Moins d'emplois...

Le nombre de personnes en emploi baisse à 126 400, soit une perte de 1 650 en un an. Le taux d'emploi des 15-64 ans descend à 47,7%, après 48,5% en 2007. La Martinique s'éloigne un peu plus de l'objectif européen de Lisbonne, fixé à 70% pour 2010. L'effectif des femmes en emploi se réduit de 1 300. Le taux d'emploi des femmes de 15 à 64 ans passe de 46,4% en 2007 à 45,1% en 2008. L'effectif des hommes baisse de 300. Le taux d'emploi des hommes descend à 50,8%, en recul de 0,3 point. En revanche, par tranche d'âge, les évolutions divergent. Le groupe des travailleurs de 25-49 ans diminue de 3 000 individus alors que les groupes de travailleurs de 50 ans ou plus et de 15-24 ans progressent respectivement de 500 et de 800 personnes.

... de formes particulières et à temps partiel...

Les emplois perdus concernent avant tout des formes particulières d'emploi (contrats à durée déterminé, stagiaires, contrats aidés, intérimaires et apprentis) (-900) et des non salariés (-700). A l'inverse, les contrats à durée indéterminée augmentent de 400. Les emplois à temps partiel se replient. En une année, le nombre de femmes travaillant à temps partiel baisse de 1 500 et celui des hommes diminue de 1 000. Sur la même période, les emplois à temps plein augmentent de 900, dont 700 sont occupés par des hommes.

...et plus de chômage

En 2008, le nombre de chômeurs au sens du Bureau international du travail repart à la hausse. Ils sont 36 400, soit 2 000 personnes en plus, à être sans emploi, à être disponible dans les 15 jours et à avoir fait des recherches effectives d'emploi dans le mois précédent. Les chômeurs représentent 22,4% de la population active martiniquaise en 2008, pour 21,2% en 2007. Rassemblant 7 000 personnes, l'effectif des chômeurs de 15-24 ans s'accroît de 1 200 femmes et de 1 000 hommes. Il représente 52,5% de la population des

jeunes actifs, après 46,7% en 2007. L'effectif des femmes âgées de 25 à 49 ans au chômage progresse également. Il s'établit à 15 000, soit une hausse de 1 100. Le taux de chômage des femmes de 25-49 ans passe à 25,5% en 2008, après 23,5% en 2007. En revanche, l'effectif des hommes de 25-49 ans au chômage décroît. Il compte 9 600 personnes, soit 1 400 en moins. Le taux de chômage des hommes de 25-49 ans descend à 18,8%, après 20,4% en 2007. Quant aux chômeurs de 50-64 ans, ils sont 4 900, soit 100 de plus que l'an passé.

Les Martiniquais au chômage depuis plus d'un an (appelé également chômage de longue durée) sont au nombre de 28 700, soit 700 de plus qu'en 2007. Ils représentent 17,6% de la population active martiniquaise, après 17,2% en 2007. Les femmes au chômage depuis plus d'un an sont plus nombreuses que les hommes, respectivement 16 800 et 11 900.

Joëlle NACITAS
Xavier PARAIRE

Les femmes sont plus exposées au chômage

Evolution du chômage

	2006	2007	2008
Nombre de chômeurs au sens du BIT	36 919	34 455	36 425
Hommes	17 404	16 288	15 777
Femmes	19 515	18 167	20 648
Taux de chômage selon le sexe et l'âge (%)			
Ensemble	23	21,2	22,4
15-24 ans	57,7	46,7	52,5
25-49 ans	22,9	22	22,4
50 ans et plus	12	12,1	12,2
Hommes	21,8	20,7	20,2
15-24 ans	51,3	52,2	51,1
25-49 ans	20,8	20,4	18,8
50 ans et plus	13,8	12,1	11,7
Femmes	24,3	21,7	24,3
15-24 ans	65,6	40	54,5
25-49 ans	24,9	23,5	25,5
50 ans et plus	10,2	12,2	12,6
Taux de chômage de longue durée (%)			
Ensemble	17,1	17,2	17,6
Hommes	15,8	16,1	15,2
Femmes	18,4	18,3	19,8
Halo autour du chômage			
Ensemble	21 782	21 290	18 839
Hommes	7 236	7 442	6 994
Femmes	14 546	13 848	11 845

Source : Insee, enquêtes Emploi DOM



Moins d'offres, plus de demandes

Le ralentissement économique de 2008 s'observe au travers des statistiques du pôle emploi, nouvel organisme résultant de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assédic. Fin 2008, le nombre de demandeurs d'emplois de catégorie ABC s'élève à 40 900, en hausse de 2% par rapport à 2007. Le déploiement des emplois aidés a permis de limiter cette progression, qui reste concentrée sur les femmes et les plus jeunes.

Le nombre de demandeurs d'emploi repart à la hausse

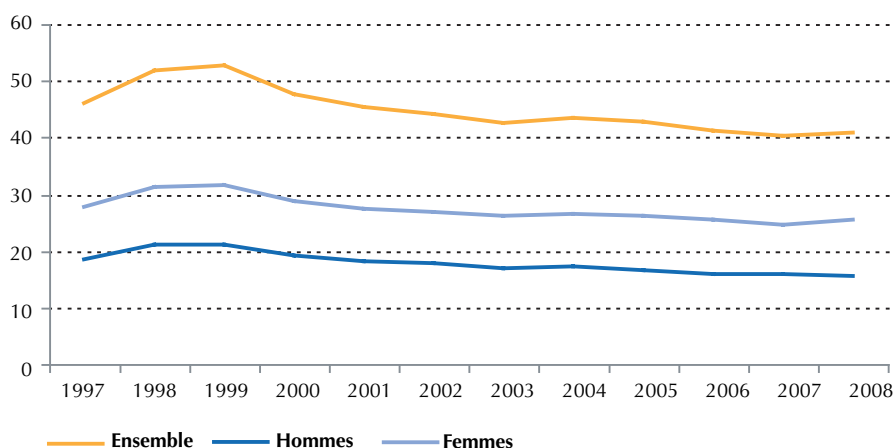
Le nombre de demandeurs d'emplois s'accroît entre 2007 et 2008, après une baisse quasi-ininterrompue depuis 1999. Cette progression du nombre de demandeurs d'emploi touche davantage les femmes (+4,1%) que les hommes (-1,3%). De même, les moins de 25 ans et les plus de 50 ans sont plus touchés que les classes d'âge intermédiaire (par le ralentissement économique). Le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie ABC augmente respectivement de 5,1% et 12% pour les deux premières tranches d'âge, alors qu'il diminue de 0,5% pour la troisième. L'évolution est également différenciée selon la catégorie de chômeurs. La plus forte progression (près de 16%) s'observe au sein de la catégorie B, c'est à dire de personnes inscrites au

pôle emploi mais ayant exercé une activité de moins de 78 heures au cours du mois. Dans le même temps, le nombre de demandeurs non tenus d'effectuer une recherche d'emploi diminue fortement après la mise en formation en 2007 d'un grand nombre de salariés du secteur agricole suite au cyclone DEAN. Enfin, le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés reste stable. Les nouveaux inscrits au pôle emploi correspondent plus à des personnes qui entrent sur le marché du travail qu'à des situations de licenciement économique.

Fort recours aux emplois aidés en 2008

Face à cette situation, les emplois aidés ont été multipliés au cours de l'année 2008 : +17% dans les secteurs marchands, et +76% dans le non mar-

Hausse du nombre de demandes d'emploi



Source : STMT, Pôle emploi, Dares



chand. Pour les secteurs marchands, il s'agit principalement du développement de contrats en alternance. Pour le non marchand, il s'agit de contrats d'accompagnement à l'emploi (CAE), et, dans une moindre mesure, de contrats d'avenir.

Diminution des offres d'emploi

Le nombre d'offres d'emploi déposées par les employeurs auprès du pôle emploi s'est nettement contracté en 2008, avec une baisse de plus de 13% sur un an. Contrairement à l'année 2007 ou la diminution du nombre d'offres durables (de plus de 6 mois) avait été compensée par une hausse massive des propositions de contrats temporaires ou occasionnels, la baisse de 2008 s'observe sur tous les types d'offres d'emploi.

Sandrine COUPIN
Gérard FORGEOT

Forte progression du nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite courte

Effectifs en milliers et évolution en %

	Effectif en décembre 2008	Evolution sur 1 an
Catégorie A : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi	35,1	1,8
Catégorie B : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte (i.e. de 78 heures ou moins au cours du mois)	2,6	15,9
Catégorie C : demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue (i.e. de plus de 78 heures au cours du mois)	3,2	-5,3
Catégorie D : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi (en raison d'un stage, d'une formation, d'une maladie...), sans emploi	1,2	-26,8
Catégorie E : demandeurs d'emploi non tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, en emploi (par exemple : bénéficiaires de contrats aidés)	1,9	-30,7
Ensemble	44,0	-1,1

Source : STMT, Pôle emploi, Dares

Ensemble des entrées en mesure

Unité : nombre

	2005	2006	2007	2008*
Emploi marchand aidé	3 355	2 634	3 142	3 675
Emploi non marchand aidé	4 576	5 381	1 915	3 378
Formation des demandeurs d'emploi	280	81	330	206
Accompagnement des licenciements économiques	341	394	568	467
Accompagnement des jeunes	1 199	1 690	2 157	2 052
Retrait d'activité	69	9	33	0
Ensemble des entrées en mesure	9 820	10 189	8 145	9 778

* données provisoires

Source : Anpe - Cnasea - Dares - Drees - Unedic

Définitions :

Les demandeurs d'emploi sont des personnes qui sont inscrites à Pôle emploi, organisme issu de la fusion entre l'ANPE et le réseau des Assédic. Les statistiques sur les demandeurs d'emploi sont construites à partir de fichiers administratifs, ceux qu'utilise Pôle emploi pour son activité. La répartition entre les diverses catégories A, B ou C s'effectue sur la base de règles juridiques portant notamment sur l'obligation de faire des actes positifs de recherche d'emploi et d'être immédiatement disponible (cf. Catégories de demandeurs d'emploi). L'exercice d'une activité réduite est autorisé.

Les demandeurs d'emploi inscrits à Pôle emploi sont regroupés en cinq catégories (de A à E) à des fins d'analyse statistique, conformément aux recommandations du rapport du Cnis sur la définition d'indicateurs en matière d'emploi, de chômage, de sous-emploi et de précarité de l'emploi (juin 2008).



De moins en moins d'élèves

A la rentrée 1998, près de 103 000 jeunes étaient scolarisés dans l'académie de Martinique, dans le premier et second degré des secteurs public et privé (hors post-baccalauréat). Dix ans après, ils sont près de 11 700 de moins avec 91 300 élèves inscrits dans un établissement scolaire à la rentrée 2008.

Une évolution atypique en Martinique

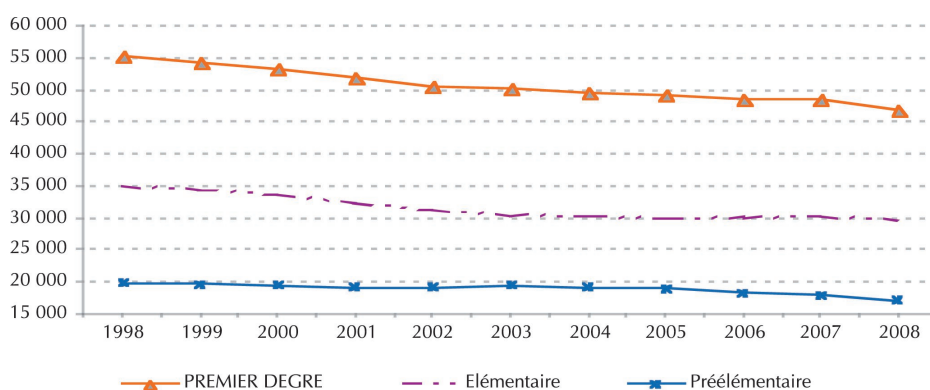
Cette baisse importante d'effectifs est spécifique à la Martinique, comparée aux autres académies des DOM. En effet, l'évolution globale des effectifs dans les académies domiennes est de +3% de 1998 à 2008. Cette hausse est plus marquée pour l'académie de Guyane (+42,9%). En 10 ans, l'évolution des effectifs dans l'académie de la Réunion est légèrement au dessus du

taux domien (+3,4%), et pour la Guadeloupe une baisse de 1,6% est observée. La diminution des effectifs constatée dans l'académie de Martinique suit la tendance nationale (DOM compris), mais de façon nettement plus prononcée.

Le taux d'évolution de -11,3% de la Martinique, de 1998 à 2008, demeure ainsi atypique par rapport au taux national de -2,5%. Il concerne à la fois le premier et le second degré, alors que la baisse nationale s'accompagne

Une population vieillissante

Unité : Nombre



Sources : Ministère de l'Education nationale

Evolution des effectifs de 1998 à 2008 dans les académies des DOM

Effectifs en nombre et évolutions en %

Académie	Premier degré			Second degré			Ensemble		
	1998	2008	évolution	1998	2008	évolution	1998	2008	évolution
Martinique	55 163	47 008	-14,8	47 785	44 277	-7,3	102 948	91 285	-11,3
Guadeloupe	63 609	60 741	-4,5	51 505	52 547	2,0	115 114	113 288	-1,6
Guyane	29 586	40 890	38,2	19 169	28 758	50,0	48 755	69 648	42,9
Réunion	121 113	122 298	1,0	95 132	101 262	6,4	216 245	223 560	3,4
DOM	269 471	270 937	0,5	21 3591	226 844	6,2	483 062	497 781	3,0
France en milliers	6 606,8	6 643,6	0,6	5 688,8	5 339,7	-6,1	12 295,6	11 983,3	-2,5

Sources : Ministère de l'Education nationale



Evolution des effectifs du 1^{er} degré dans l'académie de Martinique

Effectifs en nombre, structure et évolutions en %

	1998		2008		Evolution 1998/2008
	effectifs	structure (%)	effectifs	structure (%)	
Préélémentaire	19 766	35,8	17 079	36,3	-13,6
Elémentaire	34 854	63,2	29 611	63,0	-15,0
Enseignement spécialisé (AIS)	543	1,0	318	0,7	-41,4
Ensemble PREMIER DEGRE	55 163	100	47 008	100	-14,8
Secteur public	51 980	94,2	43 672	92,9	-16,0
Secteur privé*	3 183	5,8	3 336	7,1	4,8

* hors et sous contrat

Sources : Ministère de l'Education nationale

d'une stabilité pour le 1^{er} degré (+0,6%) et d'une diminution (-6,1%) pour le second degré.

Les effectifs du 1^{er} degré sont les plus touchés

Pour l'ensemble du 1^{er} degré, la baisse se perpétue depuis 1998 sur le territoire martiniquais. Pour le préélémentaire, les effectifs sont en légère diminution sur la période 1998-2004 (-3%). Puis, ils commencent à diminuer fortement à partir de 2004, avec une baisse de 10,8% sur la période 2004-2008. A contrario pour l'enseigne-

ment élémentaire, les effectifs sont en légère hausse sur la période 2004-2008 (+1,4%), après une baisse marquée entre 1998 et 2003 (-13,8%).

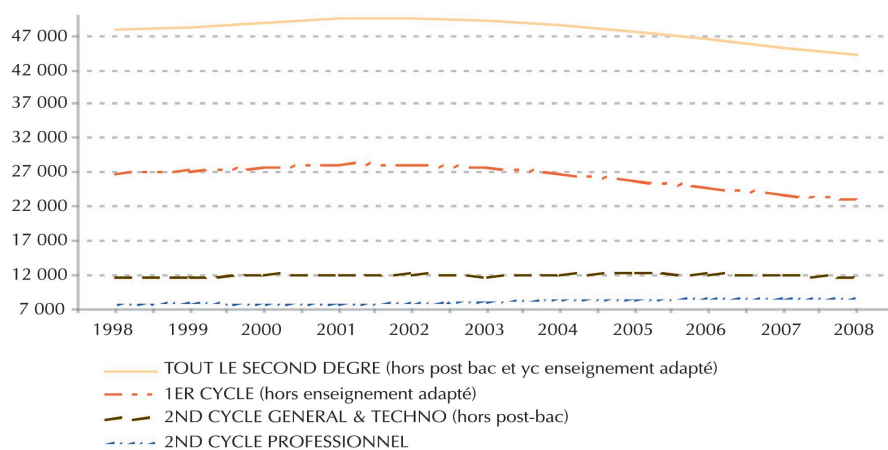
Les écoles publiques assurent la scolarité de 43 672 élèves, et celles du privé de 3 336 enfants. La part du secteur public est de 92,9% à la rentrée 2008 (contre 94,2% en 1998) et celle du privé de 7,1%. En 10 ans, les effectifs du public ont diminué de 16%, alors que ceux du privé ont augmenté de 4,8%. L'enseignement spécialisé dans le premier degré, comprenant les classes d'initiation, d'adaptation et d'intégration, enregistre une baisse importante de

ses effectifs en 10 ans, aussi bien dans l'académie de Martinique (-41,4%) qu'au niveau national (-27,4%).

Des effectifs en hausse dans le secteur privé pour l'enseignement général et technologique

Dans le second degré, les effectifs ont diminué de 7,3% en 10 ans, dans l'académie, pour atteindre le niveau de 45 000 élèves en 2008. Le 1^{er} cycle et le 2nd cycle général et technologique affichent une hausse des

Evolution des effectifs du 2nd degré public et privé (hors post bac) en Martinique



Sources : Ministère de l'Education nationale



Evolution des effectifs du second degré (hors post baccalauréat)

Effectifs en nombre, structure et évolutions en %

	Académie de Martinique				
	1998		2008		Evolution
	effectifs	structure	effectifs	structure	
Ensemble du SECOND DEGRE, dont :	47 785	100,0%	44 277	100,0%	-7,3%
1 ^{er} Cycle*	26 883	56,3%	22 985	51,9%	-14,5%
2 nd Cycle général & technologique	11 522	24,1%	11 581	26,2%	0,5%
2 nd Cycle professionnel	7 661	16,0%	8 528	19,3%	11,3%
Enseignement spécialisé	1 719	3,6%	1 183	2,7%	-31,2%
Secteur Public	44 343	92,8%	40 264	90,9%	-9,2%
Secteur Privé**	3 442	7,2%	4 013	9,1%	16,6%

* cycle hors enseignement adapté, mais y compris 3^{ème} DP6 et DIMA (dispositif d'initiation aux métiers en alternance) ;

** hors et sous contrat

Source : Ministère de l'Education nationale

Evolution des effectifs du second degré (hors post baccalauréat)

Effectifs en milliers, structure et évolutions en %

	France entière				
	1998		2008		Evolution
	effectifs	structure	effectifs	structure	
Ensemble du SECOND DEGRE, dont :	5 688,8	100,0%	5 339,7	100,0%	-6,1%
1 ^{er} Cycle*	3 297,3	58%	3 088,5	57,8%	-6,3%
2 nd Cycle général & technologique	1 525,1	26,8%	1 446,9	27,1%	-5,1%
2 nd Cycle professionnel	745,7	13,1%	700,4	13,1%	-6,1%
Enseignement spécialisé	118,4	2,1%	101,3	1,9%	-14,4%
Secteur Public	4 549,9	80,0%	4 211,7	78,9%	-7,4%
secteur Privé**	1 138,9	20,0%	1 128,0	21,1%	-1,0%

* cycle hors enseignement adapté, mais y compris 3^{ème} DP6 et DIMA (dispositif d'initiation aux métiers en alternance) ;

** hors et sous contrat

Source : Ministère de l'Education nationale

effectifs sur la première moitié de la décennie, puis une baisse à partir de 2003. La baisse des effectifs pour le 1^{er} cycle commence en 2003 pour la Martinique alors qu'elle débute dès 1998 au niveau national.

Dans le second degré, la baisse des effectifs du secteur public est de 9,2%, avec 40 264 élèves en 2008 contre 44 343 en 1998.

Le secteur public représente 90,9% des effectifs (contre 92,8% en 1998). Bien que le secteur privé ne représente que 9,1% des effectifs (soit 3 points de plus qu'en 1998), il enregistre une hausse de 16,6% de ses

effectifs, pour dépasser la barre des 4 000 élèves en 2008.

Les effectifs du second cycle général et technologique restent quasi stables (+0,5%), malgré la diminution du nombre de collégiens. Ces collégiens seraient donc de plus en plus nombreux à poursuivre leur scolarité. Le second cycle général et technologique représente 26,2% des effectifs du second degré en 2008 (contre 24,1% en 1998) et le 1^{er} cycle 51,9% (contre 56,3% en 1998).

Dans le second degré, l'enseignement spécialisé assuré par les SEGPA (sections d'enseignement général et professionnel adapté accueillant essen-

tiellement des élèves en grande difficulté scolaire et/ou sociale) perd -31,2% de ses effectifs par rapport à 1998 (1 719 élèves y étaient inscrits cette année là). Au niveau national, la baisse est deux fois moins importante, avec une évolution de -14%.

Des élèves plus nombreux dans le second cycle professionnel

Dans l'académie de Martinique, les élèves portent un intérêt particulier au second cycle professionnel : les effectifs ont augmenté de +11,3% en 10 ans. Les CAP en 2 ans augmentent



fortement avec +85,8% d'élèves en 1^{ère} année et +160,8% en 2^{ème} année. Le baccalauréat professionnel en 3 ans, ouvert à la rentrée 2008 dans l'Académie attire déjà près de 1 000 élèves en première année.

Pendant ces 10 dernières années, le cycle professionnel représente 13% des effectifs du second degré au niveau national. Mais dans l'académie de Martinique, le second cycle professionnel représente 16% des effectifs du second degré en 1998 et 19% en 2008, soit +3 points en 10 ans.

En revanche, le secteur privé n'enregistre pas d'évolution sensible d'effectifs dans les formations professionnelles de second cycle (+0,9% d'élèves en 10 ans).

Evolution des effectifs du second cycle professionnel par type de formation

Evolutions en %

	Académie de Martinique (effectifs en nombre)			France entière (effectifs en milliers)		
	1998	2008	Evolution	1998	2008	Evolution
CAP, dont :	770	1 643	113,4	77 245	102 984	33,3
CAP en 2 ans : 1 ^{ère} année	487	905	85,8	29 274	53 313	82,1
CAP en 2 ans : 2 ^{ème} année	283	738	160,8	24 738	42 712	72,7
BEP	4 977	3 658	-26,5	487 171	329 176	-32,4
BAC PRO / BMA*	1 882	3 173	68,6	174 569	261 790	50,0
Mention Complémentaire	32	54	68,8	6 724	6 444	-4,2
Ensemble du 2nd						
Cycle professionnel	7 661	8 528	11,3	745 709	700 394	-6,1
Secteur Public	7 101	7 963	12,1	587 764	548 891	-6,6
Secteur Privé**	560	565	0,9	157 945	151 503	-4,1

*Brevets aux métiers d'arts

** hors et sous contrat

Source : Ministère de l'Education nationale

Cynthia-Sabine HARAL
Rectorat



Dépenses en hausse pour les honoraires médicaux

En 2007, près de 950 millions d'euros de dépenses de santé ont été pris en charge par l'Assurance Maladie en Martinique. Ces dépenses ont progressé au cours du dernier exercice, après un ralentissement sensible durant les années précédentes. Ce sont les honoraires médicaux et paramédicaux qui ont pesé le plus lourd dans la balance.

Les dépenses d'assurance maladie au sens de l'Objectif National de Dépenses d'Assurances Maladie (ONDAM*) s'élèvent, en 2007, à 912 millions d'euros en Martinique, soit 0,5% des dépenses ONDAM comptabilisées sur le plan national. Elles sont en progression de 8,0% par rapport à 2006. C'est bien plus qu'il y a un an, puisqu'en 2006 ces mêmes dépenses ont timidement augmenté (2,6%). C'est deux fois plus que pour la France métropolitaine (4,2% en 2007).

Dépense par habitant : l'écart se resserre

En 2007, 2 216 euros par habitant ont été dépensés pour la santé en Martinique, contre 2 722 en France métropolitaine. Sur la période observée, l'écart des dépenses de santé par habitant entre les deux régions se situe à un peu plus de 500 euros. Le rattrapage se fait encore attendre, malgré

des taux de croissance annuels plus élevés en Martinique.

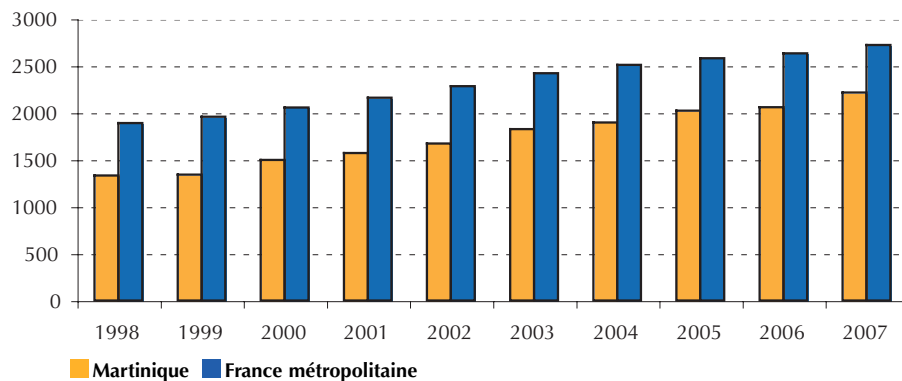
Depuis quelques années, le taux de croissance annuel des dépenses de santé par habitant en Martinique s'est généralement maintenu au-dessus du taux métropolitain. En 2007, ces dépenses ont progressé de 7,7%, alors que dans le même temps elles n'ont connu qu'une progression de 3,5% en France métropolitaine. Le différentiel de croissance entre les dépenses par habitant de France métropolitaine et Martinique baisse progressivement. Si en 1999 un métropolitain consacrait en moyenne 46% de plus pour sa santé qu'un martiniquais, en 2007 ce différentiel n'est plus que de 22,8%.

60% des dépenses réalisées par les établissements

Près de 60% des dépenses de santé sont réalisées par les établissements de soins. En 2007, ce sont plus de 500 millions d'euros qui y ont été consa-

Une dépense de santé par habitant supérieure à 2000€ depuis 2006

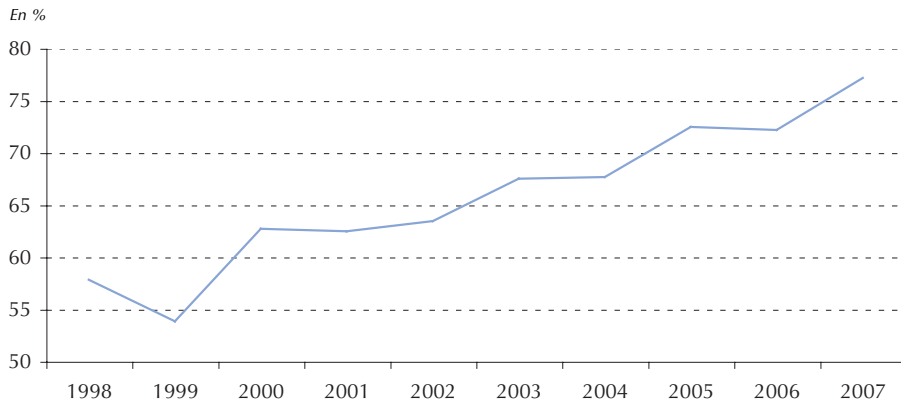
En euros par an par habitant



Source : DSDS



Une convergence rapide des dépenses vers les niveaux nationaux



Source : DSDDS

crés. La part des établissements publics représente plus de 80% de ces dépenses, les secteurs médico-social et privés restant en marge, avec chacun environ 10% des dépenses en établissement. Loin derrière les établissements publics, viennent les dépenses en médicaments (14%). Les honoraires médicaux et paramédicaux constituent chacun environ 7% des dépenses. Les postes biologie, transports sanitaires ou indemnités journalières de maladie représentent chacun

moins de 3% de l'ensemble, tandis que les honoraires des dentistes, les plus faibles des dépenses, ne dépassent pas 1,5% de la dépense totale.

Croissance ralentie pour les médicaments

Avec près de 130 millions d'euros de dépenses, les médicaments représentent, en 2007, 14% de l'ensemble des dépenses, soit le poids des honoraires

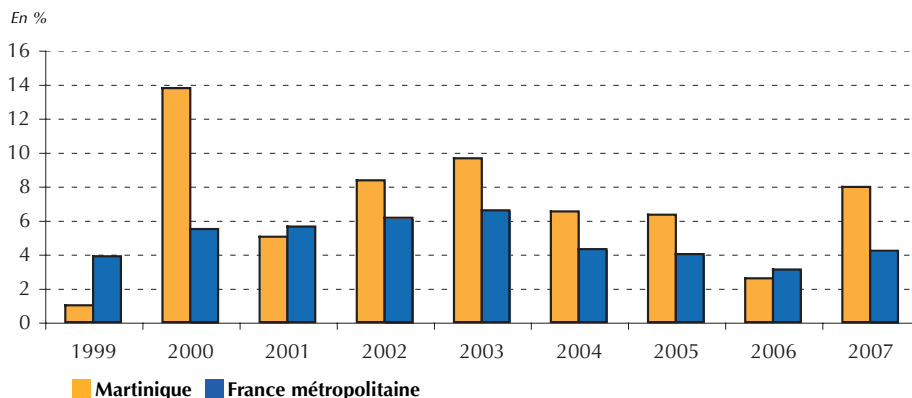
médicaux et paramédicaux réunis (7% chacun). Sur la période 1999 à 2007, ce poids est resté relativement stable. Les dépenses de médicaments connaissent depuis 2002 une croissance ralentie. En 2000, elles ont progressé de 18,9%, pour afficher, en 2007, un recul de 2,1%. L'utilisation de plus en plus courante des génériques et les consultations médicales plus systématiques chez le médecin traitant semblent produire un effet modérateur sur l'évolution de la dépense.

Honoraires médicaux à la hausse en 2007

Il en va de même de l'évolution des honoraires médicaux, qui a connu jusqu'en 2006 un net ralentissement, voire même une phase de recul (-5,2% en 2006). L'effet de la CMU et le recours obligatoire au médecin traitant y ont sans doute contribué. Cette tendance ralentie est moins affirmée pour les honoraires paramédicaux.

Renversement de tendance en 2007, où l'on observe une croissance importante par rapport aux années précédentes, aussi bien des honoraires médicaux (+26,9%) que paramédicaux (+25,3%). On ne peut pas pour l'instant présager d'un phénomène ponctuel ou d'une inflexion de long terme.

Taux de croissance annuel des dépenses de santé par habitant



Source : DSDDS

Hermann HENRY
Direction de la Santé et
du Développement Social

(*) ONDAM : Objectif National de Dépenses d'Assurances Maladie. C'est une classification définie par la CNAM pour le suivi et la comparaison de l'évolution des dépenses d'assurance maladie, compte tenu des orientations annuelles fixées par le gouvernement et le parlement. Les dépenses ONDAM sont toujours inférieures aux dépenses totales car elles ne concernent que la maladie et ne prennent en compte ni la maternité, ni les accidents du travail, ni la gestion administrative des caisses.



Toujours plus de naissances que de décès

En 2008, la population de la Martinique augmente à un rythme légèrement inférieur à la moyenne nationale. La croissance démographique provient de l'excédent des naissances sur les décès. Le nombre de naissances reste stable, mais les décès sont estimés à la baisse après deux années d'augmentation.

Àu premier janvier 2008, après exploitation des derniers chiffres du recensement (cf. encadré), la population de la Martinique est estimée à 402 000 personnes. Depuis 1999, date du dernier recensement, la population de la région a augmenté à un rythme proche de la tendance nationale : 0,6% par an contre 0,7% pour la France.

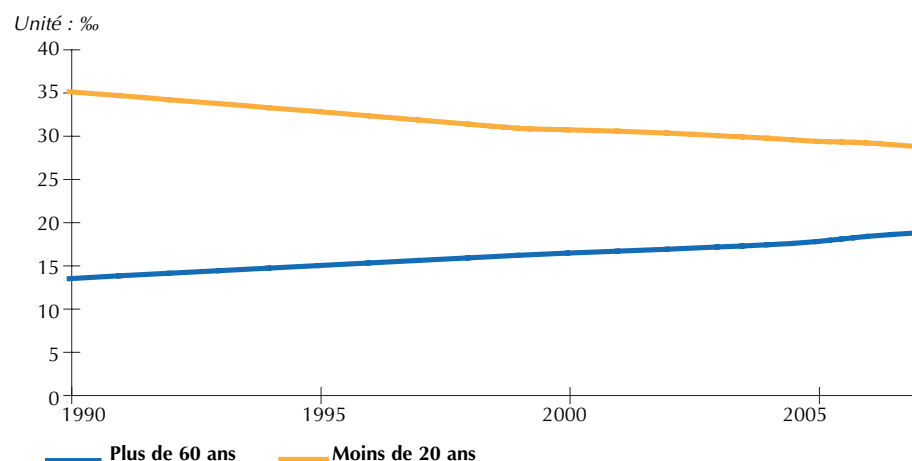
La croissance démographique martiniquaise est portée exclusivement par l'excédent naturel, les naissances sont supérieures aux décès. Le solde migratoire apparent est déficitaire. La population âgée de moins de 20 ans est en baisse.

Aujourd'hui elle comprend 114 000 personnes soit 29% des martiniquais. A l'inverse, la part de personnes de plus de 60 ans croît fortement, passant de 13% en 1990 à 19% en 2007. La population de plus de 60 ans compte 74 100 personnes dont un tiers de plus de 75 ans.

Stabilité des naissances

En 2008, 5 333 enfants sont nés en Martinique. Le nombre de naissances vivantes domiciliées est plutôt stable depuis 2006 après une année 2005 où son niveau a été particulièrement faible. La Martinique est la région d'outre-mer ayant le nombre de naissances le plus faible. Le taux de natalité y est aussi le plus faible des Dom mais identique à la moyenne nationale : 13 naissances pour mille habitants. Ce taux est proche de celui de la Guadeloupe (15 pour mille) mais reste bien inférieur à celui de la Guyane (29 pour mille) et dans une moindre mesure de La Réunion (18 pour mille). La progression du nombre de femmes d'âge fécond (+3,4% en dix ans) est contrebalancée par la hausse de l'âge moyen des mères à la naissance de leurs enfants, d'où la stagnation du nombre de naissances et du taux de natalité. Le quart des enfants nés en

Une population vieillissante



Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil



Un recul des décès

Unité : % et milliers

Année	Population au 1er janvier	Naissances	Décès	Solde naturel	Taux de natalité	Taux de mortalité
1999	380 863	5 766	2 551	3 215	15,1	6,7
2000	383 575	5 890	2 639	3 251	15,3	6,9
2001	386 542	5 774	2 734	3 040	14,9	7,0
2002	389 302	6 391	2 649	3 742	13,8	6,8
2003	391 676	5 430	2 727	2 703	13,8	6,9
2004	393 852	5 255	2 645	2 610	13,3	6,7
2005	395 982	5 032	2 610	2 422	12,7	6,6
2006	397 732	5 370	2 663	2 707	13,5	6,7
2007 ^(p)	400 000	5 317	2 830	2 487	13,3	7,1
2008 ^(p)	402 000	5 333	2 743	2 590		

^(p) les décès 2007 et 2008 sont estimés

Source : Insee, estimations de population et statistiques de l'état civil

2008 ont une mère âgée de 35 ans ou plus. Au niveau national, ils sont 21,5%. Il y a dix ans, ces naissances issues de mères de plus de 35 ans étaient de 19% en Martinique, et de 16,5% en France. L'âge moyen à la maternité est de 29,2 ans et le nombre d'enfant par femmes reste un peu en dessous du seuil de renouvellement des générations : 2,03 enfants par femme en 2006.

Les naissances hors mariage représentent 73% du total des naissances en 2008. Cette proportion est stable par rapport à l'année précédente après des hausses régulières étalées sur plusieurs années. En France métropolitaine, ces naissances comptent pour 52% de l'ensemble et sont majoritaires seulement depuis

2006. En Martinique, 1 341 mariages ont été célébrés en 2007 soit 136 de moins qu'en 2006. Pour plus des trois quarts de ces mariages, il s'agit d'un premier mariage pour les deux conjoints.

Légère baisse des décès

En 2008, les décès domiciliés dans la région sont estimés à 2 743. Si cette estimation établie à partir des données disponibles pour les dix premiers mois de l'année se confirme, le nombre de décès diminuerait de 87 par rapport à 2007. Une telle évolution irait à contre-courant de celle observée au niveau national (+2,3% de décès en 2008) et de celle de la Guadeloupe

(+4,7%). Les espérances de vie à la naissance sont de 76,2 ans pour les hommes et 84,6 pour les femmes. Ce sont les niveaux les plus élevés des DOM. En particulier l'espérance de vie des femmes martiniquaises est plus forte que celle de l'ensemble des françaises (84,1 ans). En revanche, le taux de mortalité infantile de la Martinique est plus de deux fois supérieur au niveau national. On compte 8,8 enfants décédés avant l'âge d'un an en 2007 pour mille naissances vivantes. Ce chiffre est en très légère augmentation par rapport à l'année précédente (8,2 pour mille).

Hugues HORATIUS-CLOVIS

Méthode :

Jusqu'à présent, les résultats du dernier recensement général de la population de 1999 servaient de base aux estimations de la population.

Cette année, les premiers résultats définitifs du nouveau recensement permettent d'établir la population de référence au 1^{er} janvier 2006 à partir des cinq premières enquêtes annuelles de recensement, collectées de 2004 à 2008. Cela a conduit à réviser les estimations de population postérieures à 1999. Désormais, les estimations de population jusqu'au 1^{er} janvier 2006 inclus sont définitives. Les estimations au 1^{er} janvier 2007 et 2008 restent provisoires et seront révisées l'an prochain, avec la disponibilité de nouveaux résultats définitifs du recensement.

Définitions :

- Taux de natalité : rapport du nombre de naissances vivantes sur une période à la population totale moyenne de la même période
- Indicateur conjoncturel de fécondité : somme des taux de fécondité par âge observés à une année donnée. Cet indicateur donne le nombre d'enfants qu'aurait une femme tout au long de sa vie si les taux de fécondité observés l'année considérée à chaque âge restaient inchangés.
- Taux de mortalité : rapport entre le nombre de décès sur une période à la population totale moyenne sur la même période
- Taux de mortalité infantile : rapport du nombre d'enfants décédés à moins d'un an à l'ensemble des enfants nés vivants



Moins d'allocataires du RMI, plus d'allocations logement

Solidarité : dans notre département, environ 95 650 allocataires ont bénéficié de prestations sociales ou familiales en 2008, soit une régression de plus d'un point par rapport à 2007. Au total, sur l'exercice, 558,8 millions d'euros leur ont été versés par la CAF de la Martinique. Les Allocations Familiales restent versées au plus grand nombre, mais le Revenu Minimum d'Insertion concerne de moins en moins de bénéficiaires : une diminution approchant 6,7% est enregistrée sur l'année.

En fin d'exercice 2008, la Caisse d'Allocations Familiales (CAF) de la Martinique a recensé 95 656 allocataires pour un montant global de 558,8 millions d'euros au titre des prestations légales. Le nombre de bénéficiaires directs diminue sensiblement : en un an, la déperdition a été de 1,06%, ramenant ainsi la croissance de la population allocataire à +2,6% sur cinq ans.

Moins d'allocations liées à la famille

Le nombre d'enfants considérés à charge au sens des prestations familiales continue de régresser : 100 568 fin 2008, soit -2,2% sur les cinq dernières années. Les personnes couvertes, toutes prestations confondues (l'allocataire, son conjoint éventuel, ainsi que tous les enfants et personnes à charge au sens d'au moins une prestation), sont encore moins nombreuses : 227 802, soit -0,7% de 2004 à 2008. La diminution des bénéficiaires est donc à mettre en lien avec celle des enfants considérés à charge et personnes couvertes, dont la tendance à la baisse est plus ancienne.

Néanmoins, la somme des prestations versées augmente faiblement, soit +0,46% pour l'année écoulée, établissant cependant la progression des dépenses à +15,4% sur les derniers exercices. Les prestations associées à la naissance, au jeune enfant, à l'entretien des enfants et à la monoparentalité ont rassemblé 38,9% des sommes versées en 2008, en légère diminution par rapport à 2007 (-0,2%).

Les allocations familiales - dues à 53 632 familles - bien que concernant normalement le plus grand nombre, régressent aussi (-0,13%). Les Allocations de Rentrée Scolaire, reçues en 2008 par plus de 32 621 familles, sont en quasi stagnation (-0,03%).

Le nombre des bénéficiaires d'une des prestations figurant au chapitre monoparentalité (API ou ASF) diminue globalement : fin 2008, seuls 25 643 allocataires la perçoivent à ce titre (-1,03%). Pour l'allocation de parent isolé (API, alignée sur la métropole), le nombre de bénéficiaires décroît (-3,27%), ainsi que le total versé (-0,9%). De même pour les allocations de soutien familial (ASF, recouvrable ou non), les bénéficiaires se font moins nombreux (-0,84%), comme les sommes versées (-0,66%).

Forte hausse de l'aide au logement

Sur le plan de l'aide au logement, la CAF confirme sa présence indispensable pour 36 061 bénéficiaires en 2008, soit 2,4% de plus d'un exercice à l'autre. Dans l'ensemble, 18,8% du montant global des prestations sont affectés aux allocations de ce chapitre, correspondant à une progression nette sur l'année de 5,2% des sommes comptabilisées. Toutefois, le niveau des dépenses affectées à l'Allocation d'Installation Étudiante (ALINE, en fin d'attribution à partir du 1^{er} juillet 2008) redescend de 56,6%.

Les prestations accordées au titre des situations d'invalidité sont en augmentation : 10,9% des dépenses (+6,7%) pour 9,1% des allocataires (+7,8%).



Répartition des bénéficiaires et montants des prestations versées par la CAF de la Martinique en 2008

Nature de la prestation	Nombre de bénéficiaires au 31 décembre 2008	Évolution en %	Montants annuels en euros	Évolution en %
Entretien des Enfants	53 731	56,2	107 360 633,66	19,2
Allocations Familiales	53 632	56,1	85 874 454,08	15,4
Allocations Forfaitaires			941 967,60	0,2
Complément Familial	5 669	5,9	6 363 772,77	1,1
Allocation Rentrée Scolaire	32 621	34,1	14 180 439,21	2,5
Naissance, Jeune Enfant	13 040	13,6	43 434 112,46	7,8
Prestation Accueil du Jeune Enfant	13 036	13,6	43 429 191,79	7,8
Allocation Pour Jeune Enfant *			666,51	0,0
Allocation Parentale d'Éducation	0	0,0	-2 722,49	0,0
Allocation de Garde d'Enfant à Domicile	0	0,0	-1 552,07	0,0
Aide à la Famille pour l'Emploi d'une Assistante Maternelle Agréée	4	0,0	8 528,72	0,0
Allocation d'Adoption *	0	0,0	0,00	0,0
Monoparentalité	25 643	26,8	66 371 253,75	11,9
Allocation de Parent Isolé	4 999	5,2	25 455 644,39	4,6
Allocation de Soutien Familial	24 669	25,8	40 915 609,36	7,3
Logement	36 061	37,7	105 253 015,21	18,8
Allocation de Logement Familiale	21 853	22,8	74 306 183,50	13,3
Prime de Déménagement			13 834,54	0,0
Allocation de Logement Sociale	14 208	14,9	30 775 140,00	5,5
Allocation d'Installation Étudiante (ALINE)			46 755,27	0,0
Allocation de Logement aux Associations			145 064,96	0,0
Aide Personnalisée au Logement **			-33 963,06	0,0
Invalidité	8 662	9,1	61 080 089,53	10,9
Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé	1 293	1,4	4 875 111,41	0,9
Allocation de Présence Parentale	4	0,0	195 369,11	0,0
Allocation Adultes Handicapés + Complément + Majoration pour vie autonome	7 459	7,8	56 009 609,01	10,0
Complément Allocation Adultes Handicapés	1 038	1,1		0,0
Précarité	32 391	33,9	175 339 781,20	31,4
Revenu Minimum d'Insertion	29 481	30,8	160 325 768,15	28,7
Intéressement - Retour à l'Emploi	1 301	1,4	3 516 400,27	0,6
Contrat d'Avenir	1	0,0	4 291 665,76	0,8
Revenu Minimum d'Activité	168	0,2	68 656,43	0,0
Revenu de Solidarité	2 771	2,9	7 137 290,59	1,3
Total Général	95 656		558 838 885,81	

* Les montants positifs en l'absence de bénéficiaires correspondent à des régularisations ou des prises en charges

** Cette prestation (APL) n'est pas servie dans les DOM : il s'agit ici des indus pris en charge au nom d'un autre organisme

Source : CAF de la Martinique



Dans ce cadre, l'Allocation d'Éducation de l'Enfant Handicapé (AEEH, remplaçant l'AES depuis le 1er janvier 2006) connaît la plus forte progression des allocataires soit +19,3% de parents.

Par ailleurs, la lutte contre la précarité et l'exclusion - regroupant le Revenu Minimum d'Insertion (RMI), le Revenu de Solidarité (RSO), les Contrats d'Insertion par le Revenu Minimum d'Activité (CI-RMA), Contrats d'Avenir (CAV) et les mesures d'intéressement - recueille 31,4% des versements (-3,39%) pour 33,9% des allocataires (-9,7%).

Le Revenu Minimum d'Insertion, au centre du dispositif - sous la responsabilité du Département à compter du 1er janvier 2004 - perd notablement en bénéficiaires : une diminution de 6,7% est enregistrée sur douze mois. Les titulaires du RMI en Martinique, au nombre de 29 481 au 31 décembre 2008, ne représentent plus que 30,8% de l'ensemble des allocataires (contre 32,7% auparavant). Quoi qu'il en soit, le coût annuel de l'allocation se situe à 160,3 millions d'euros pour 2008, soit une croissance limitée à +0,61% sur l'exercice échu (contre +1,6% en 2007) - pour ce qui reste, malgré tout et de loin, le premier poste des dépenses gérées par la CAF organisme payeur.

Les allocataires du minimum d'insertion demeurent en majorité des per-

sonnes vivant seules et sans enfant : 56,4% des bénéficiaires du RMI. Parmi elles, se retrouvent principalement des hommes : 66,7% des isolés sans enfant, dont plus du tiers âgé de 40 à 49 ans (33,7%). Près de la moitié des bénéficiaires du RMI (49,3%) en sont titulaires depuis plus de cinq ans et certains depuis la mise en place de cette allocation (3,8% ont des droits ouverts depuis 1989). En 2008, ont été enregistrés 4 528 nouveaux droits (1,9% de moins qu'en 2007), couvrant 15,4% des bénéficiaires.

Les aides à l'emploi ciblées sur les allocataires de minima sociaux se replient : au 31 décembre 2008, le cumul annuel des primes de retour à l'emploi, contrats d'avenir et d'insertion par le revenu minimum d'activité atteint 7,8 millions d'euros (-49,4%), soit 4,5% des sommes enregistrées au chapitre précarité.

Pas d'engouement pour le revenu de solidarité

Les allocataires du Revenu de Solidarité (RSO), sont au nombre de 1 301 en fin d'année 2008. Bien que les bénéficiaires du RSO n'émargent plus au minimum d'insertion, leur décompte ne progresse que faiblement pour le dernier exercice (+1,8%).

Spécifique aux Départements d'outre-mer, le RSO concerne l'individu âgé d'au moins 50 ans et inscrit au RMI en

continu depuis plus de deux ans, qui s'engage à quitter le marché de l'emploi ou de l'insertion. Dépendant de l'âge du demandeur et de son ancienneté en situation de précarité dans un DOM, le RSO peut-être mis en parallèle avec le RMI dont près du quart des bénéficiaires (24,8%) a dépassé 50 ans au 31 décembre 2008.

Au niveau général, toutes prestations confondues, si les couples constituent 27,8%, les femmes considérées comme vivant seules (célibataires, veuves, séparées ou divorcées) représentent 52,1% des bénéficiaires. Aux extrémités de la pyramide des âges, indépendamment des situations familiales, la population allocataire est restreinte : les moins de 25 ans comptent pour 6,1%, tandis que les 60 ans et plus comptent pour 7,5% des bénéficiaires directs (+0,6% au regard de la même tranche d'âge en 2007).

Enfin, sur l'exercice 2008, il convient de noter que parmi les 31,5% d'allocataires ayant déclaré des ressources nulles (+4,9% par rapport à 2007), 38,9% ont au moins un enfant à charge (-12,16%). Dans la mesure où les concernés ne disposent pour tout revenu que des prestations reçues, le rôle social indispensable de la CAF se maintient.

Dominique LAVATER